



***LA RUSSIE ET LA CONCEPTION DE SA PLACE DANS  
LE MONDE APRES LES ATTENTATS DU 11  
SEPTEMBRE 2001: L'accélération vers un statut  
normalisé de puissance régionale européenne à  
dimension globale.***

***Mémoire de géopolitique  
du chef d'escadrons Olivier MORIN  
dans le cadre du séminaire  
« Géopolitique de la Russie et de son environnement »***

***Directeur : Mademoiselle Isabelle FACON***

*Avril 2002*

# SOMMAIRE

## INTRODUCTION

### **PARTIE 1 : LES REALITES ET LES CONTRADICTIONS D'UN EMPIRE : OBSTACLES ET BLOCAGES A UN RENOUVELLEMENT DES FONDEMENTS DE LA POLITIQUE EXTERIEURE.**

#### **1.1: La crise identitaire : l'Orient ou l'Occident ?**

- 1.1.1: La Russie, un pays européen ?
- 1.1.2: Les relations entre la Russie et l'Asie.
- 1.1.3: L'impact sur la politique extérieure : quelle orientation ?

#### **1.2: La crise structurelle : le traumatisme de la perte de l' « Empire ».**

- 1.2.1: La crise du Fédéralisme russe : la Russie part en morceaux ?
- 1.2.2: l'échec de la CEI.
- 1.2.3: L'impact sur la politique extérieure : quelle reconstruction ?

#### **1.3: La crise du pouvoir : la perte de l'influence internationale.**

- 1.3.1: L'Occident et la crainte d'un nouvel autoritarisme.
- 1.3.2: La nostalgie du rapport stratégique avec les Etats-Unis.
- 1.3.3 :L'impact sur la politique extérieure : quelle normalisation ?

### **PARTIE 2 : LA RUSSIE MODERNE DE V. POUTINE : L'EMERGENCE D'UNE PUISSANCE REGIONALE A DIMENSION GLOBALE.**

#### **2.1: Dépasser les blocages : la conquête de la crédibilité par V. Poutine.**

- 2.1.1: Rassurer la population russe : le « despotisme éclairé » de V. Poutine.
- 2.1.2: Faire adhérer les élites russes: ne pas abandonner l'ambition internationale.
- 2.1.3: Convaincre les Occidentaux : le virage vers l'Occident.

#### **2.2: Une puissance européenne : vers la normalisation.**

- 2.2.1 : De la géopolitique à la géoéconomie, le sens d'un réajustement.
- 2.2.2: L'expression d'un besoin réciproque.
- 2.2.3: Le rapprochement avec l'UE : vers la normalisation.

#### **2.3: Une puissance régionale à dimension globale.**

- 2.3.1: Une politique résolument de "puissance".
- 2.3.2: La dimension régionale : préserver les zones d'influences traditionnelles.
- 2.3.3: La dimension globale : se tourner vers l'Asie et dépassionner les relations avec Washington.

## CONCLUSION

## INTRODUCTION

Dès leur première rencontre, à Ljubljana, en juin dernier, G. W. Bush et V. Poutine se sont engagés dans une politique de rapprochement. Les événements du 11 septembre ont ensuite précipité le mouvement. En affirmant son total soutien à l'Amérique, le président russe a opéré un changement de cap historique, au point qu'une adhésion de la Russie à l'OTAN est désormais envisageable. Poutine profite de ce moment de crise pour reprendre l'initiative et remettre la Russie sur le devant de la scène mondiale. Mais il ne pourra se maintenir au pouvoir, estime la presse moscovite, qu'en flattant le nationalisme viscéral de la population russe ainsi que de celle des nouveaux Etats des "marchés" de l'espace post-soviétique. Autant dire que V. Poutine a besoin de sérieux coups de pouce occidentaux, tant sur le plan diplomatique qu'économique, afin de construire la Russie moderne du XXI<sup>e</sup> siècle dont il rêve !

Le 11 septembre aura été une date plus importante pour la Russie que pour les Etats-Unis. En misant sur un rapprochement accéléré avec l'Occident, le président russe joue son avenir politique.

En effet, il ne faut pas se persuader que le 11 septembre 2001 soit une date charnière de l'histoire américaine. Les Etats-Unis étaient et demeurent l'unique superpuissance de la planète. Pour la Russie, en revanche, les choses ont pris une tournure dramatique depuis cette date. La Russie a beaucoup à gagner, mais peut aussi perdre ce qui lui reste de stature de grande puissance, ainsi que sa souveraineté. Tout cela parce que V. Poutine a décidé de miser sur un rapprochement accéléré avec l'adversaire stratégique. Cela s'est manifesté par la participation active de la Russie à la victoire américaine dans l'opération antiterroriste en Afghanistan, mais aussi par le démantèlement des bases militaires russes au Vietnam et à Cuba, et par l'accord sur un futur système de sécurité collective en Asie centrale à parité avec les Etats-Unis.

Ces décisions inattendues et audacieuses, ces concessions unilatérales ne sont pas dépourvues de logique et témoignent d'un courage certain. Si elles sont appréciées à leur juste valeur par l'Occident et surtout par le nouveau gouvernement américain, la Russie a une vraie chance de trouver sa place dans la communauté européenne. Cependant, les relations entre l'Occident et la Russie restent complexes et empreintes d'une foule de clichés<sup>1</sup>.

C'est là que commence la roulette russe. La dimension "dramatique" de la situation actuelle, c'est que désormais plus grand-chose ne dépend de la Russie. Sauf peut-être en ce qui concerne la

---

<sup>1</sup> J.L. Buer, La Russie, idées reçues, Histoire & Collection – sept 2001.

recherche de son identité politique et nationale ? Tous les pas qu'il était possible de faire en direction de l'Occident, V. Poutine les a faits. Le président de la Russie doit maintenant maintenir l'accélération vers un statut normalisé de puissance régionale européenne à dimension globale.

De toute manière, aujourd'hui, il faut convenir que le monde ne peut pas tourner sans une Russie stable, voire normalisée. En effet, les Etats-Unis et l'OTAN ont pris conscience qu'une sécurité globale est impossible sans la Russie. Parallèlement, l'Europe ne doit pas concevoir sa sécurité sur le dos de la Russie au risque de marginaliser la Russie et de créer une nouvelle scission entre l'est et l'ouest.

Essayer de comprendre le pragmatisme de la politique de V. Poutine, c'est déjà appréhender le dur chemin que traverse la Russie, mais surtout, prendre en compte toutes les avancées importantes obtenues depuis dix ans. C'est aussi sortir des chemins convenus et voir irrémédiablement la Russie sous un prisme nouveau. Dans son discours au Bundestag de la république fédérale allemande ( RFA ), le 25 septembre 2001, V. Poutine déclarait : « Aujourd'hui, nous devons déclarer une fois pour toutes : la guerre froide est finie ! Nous nous trouvons à une nouvelle étape d'évolution. Nous comprenons qu'il est impossible de créer une atmosphère de confiance sur le continent sans avoir une architecture moderne, solide et stable de la sécurité. Or, il ne peut y avoir de « Grande Europe » unie sans atmosphère de confiance ! Aujourd'hui, nous devons dire que nous renonçons à nos stéréotypes, à nos ambitions et que nous assurerons dorénavant ensemble la sécurité de la population de l'Europe et du monde entier. »

Aussi, ce mémoire a-t-il simplement pour objet :

- tout d'abord, de mettre en exergue les réalités et les contradictions d'un empire qui représentent autant d'obstacles et de blocages à un renouvellement des fondements de la politique extérieure.

- Puis, d'analyser l'action du Président V. Poutine, action à rebours des tendances lourdes de son peuple, voire de son élite politique et intellectuelle, qui se fonde sur l'accélération de la marche de la Russie vers un statut normalisé de puissance régionale européenne à dimension globale.

Cette démarche ne peut se faire qu'en bousculant quelques idées reçues comme le mythe de l'occident grand rival ou le concept de la Russie impérialiste ! Cependant, les opinions exprimées dans ce mémoire ne constituent pas la référence en ce qui concerne les approches russes ou occidentales de la question : en l'état actuel des réflexions, il faut concevoir que les analyses sur la politique de V.

Poutine et les perspectives en matière de relation Russie-Occident sont extrêmement divers et pour le moins tout azimut. A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, l'optimisme doit l'emporter car l'intérêt pour la restructuration du système des relations internationales est que l'Europe reste un centre de stabilité, ce qui ne peut se faire que si la Russie se normalise.

## PARTIE 1 : LES REALITES ET LES CONTRADICTIONS D'UN EMPIRE : OBSTACLES ET BLOCAGES A UN RENOUVELLEMENT DES FONDEMENTS DE LA POLITIQUE EXTERIEURE.

Il existe tout un imaginaire national avec lequel les dirigeants politiques russes doivent composer. La taille du pays, sa position au carrefour de l'Europe et de l'Asie, ainsi que son caractère continental incitent les intellectuels, tout comme l' « homme russe », à croire que la Russie est flanquée de responsabilités particulières. Des certitudes séculaires ont du mal à ébranler le messianisme national et la culture de militarisation de la société russe : les réflexes stratégiques classiques réapparaissent comme autant de fantômes bien gênant pour V. Poutine.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, alors que peuples et ethnies de Russie accédaient à l'idée nationale, « l'homme russe », ébloui par ce territoire<sup>2</sup> à l'échelle d'un continent, caressait l'illusion d'un espace littéralement cosmique. Hésitant entre un Occident symbole de progrès et un Orient détenteur de la tradition, il s'engageait dans une quête qu'il n'a toujours pas achevée. Le « géant aux pieds d'argile » se révéla incapable d'accompagner dans la modernité la multitude de peuples et ethnies qui peuplaient tant ses terres de l'intérieur que ses marches, Babel où cohabitaient cultes animistes et grandes religions révélées ( orthodoxie, islam, judaïsme )<sup>3</sup>. Il laissa bientôt la place à l'ensemble soviétique, qui se voulaient alors le premier jalon de la « république mondiale des travailleurs ». Industrialisation, collectivisation forcée des terres, famines, déportations de peuples entiers transformèrent radicalement l'ensemble soviétique. La société, soumise par une répression systématique, subit un implacable maelström ; brisé, le monde rural en sortit désintégré. En Sibérie, au Kazakhstan, le Goulag imposa un effroyable aménagement du territoire.

---

<sup>2</sup> M.-C. Maurel, Territoire et stratégie soviétique Economica 1983

<sup>3</sup> A. Berelowitch et J. Radvanyi : Les 100 portes de la Russie, Ed de l'atelier, 1999

Au début des années 90, la perestroïka ( reconstruction ), puis l'effondrement de l'URSS mirent à nu les réalités et les contradictions d'un empire décidément complexe. En quelques années, la « sixième partie du monde »<sup>4</sup> se couvrit de républiques fédérées, de républiques et de régions autonomes : aux uns, le régime offrait l'illusion d'un renouveau national, aux autres la chance d'accéder au statut de nation. La période de la présidence de B. Eltsine, période aux réformes brutales qui plongea la société russe dans une crise profonde, finit de bouleverser un monde<sup>5</sup> qui cherche aujourd'hui sa place dans le concert international. Aujourd'hui, le Kremlin joue une partie intégrant, d'une part, la crise des moyens et la prise en compte des nostalgies intérieures, et d'autre part, les stéréotypes entretenus vis-à-vis d'elle par ses partenaires surtout occidentaux.

- la crise identitaire sur fond de crise économique et sociale qui perdure, s'alimentant des frustrations du peuple russe qui portent sur l'Occident un regard à la fois envieux et révolté,
- la frustration se prolonge par la crise structurelle de la CEI avec une interminable crise militaire, qui donne le sentiment d'une Russie qui se dissout sur fond de perte inconsolable de l' « Empire »,
- Enfin, le rejet est à son comble au travers des effets de la crise du pouvoir soit la crise de confiance entre l'Etat et la société : fragilisée à l'intérieur et n'ayant pas encore regagné son ancienne dimension géostratégique, la Russie vogue entre autoritarisme et modernité politique.

## 1.1: La crise identitaire : l'Orient ou l'Occident ?

### 1.1.1: La Russie, un pays européen ?

---

<sup>4</sup> Roger Brunet et al., Atlas de la Russie et des pays proches La Documentation

<sup>5</sup> Vignon, J et Löser, P.G., Futurs de la Russie: acteurs et facteurs déterminants, PUF, Apogée, Cahiers de la prospectives – 1998.

« Oui, nous sommes des Scythes. Oui, nous sommes des Asiates. Yeux avides et farouches yeux bridés. » disait le poète russe Alexandre Blok ( 1880-1921 ). Autant d'arguments peuvent permettre d'affirmer ou de récuser le caractère européen de la Russie. Toutefois, « géographiquement proche, elle est de nouveau chimériquement lointaine », répondait Théophile Gautier. En fait, qu'est-ce que la Russie ?

Ce n'est plus un empire. Cela n'a jamais été une nation, l'identité russe étant un mélange de religions, de cultures et de langues. Ce fut un Etat, tendu vers des buts de domination universelle, et qui peine aujourd'hui à trouver une mission nouvelle.

Appartient-elle à l'Europe ? Disons qu'elle relève par sa culture et ses aspirations de l'horizon européen, surtout depuis que la chute de l'URSS l'a ramenée de force vers un statut de puissance régionale, et encore très contesté ! Est-elle asiatique ? Par son voisinage et l'influence tatare certainement, mais elle ne peut être classée parmi les nations d'Asie. Orientale ? Sûrement par l'héritage byzantin, qui lui a transmis son goût pour la sophistication intellectuelle et son socle religieux. La Russie est un pays à part : le voyageur s'y sent en Europe et en Asie, sans y être tout à fait.

Continente et massive, asiatique et arctique, la Russie est par ses dimensions ( 17 millions de km<sup>2</sup>, soit 34 fois la France ) et sa population ( 147 millions d'habitants ) aux antipodes des normes communes aux nations d'Europe. Ses frontières résultent de conflits, de compromis et d'une colonisation de proximité et ne fournissent pas aux Russes le refuge de frontières « naturelles » ou d'un pré carré rassurant. Par son climat extrême et ses espaces sans fin toujours identiques et recommencés, rien ne la relie à l'Europe.

Le plus solide lien vient de son histoire. Depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Russie est un des acteurs politiques majeurs du continent européen, influant sur tous les grands événements, qu'il s'agisse des guerres ou des affrontements idéologiques. La chute du régime soviétique constitue, par ses conséquences, un des moments essentiels de l'histoire européenne.

La culture représente le second point d'ancrage de la Russie en Europe. Entraînée par Pierre le grand et Catherine II, la Russie se mit à l'école de l'Occident pour rattraper son retard technique et puiser avidement à l'Ouest des idées nouvelles. Le résultat fut une assimilation profonde et parfois



brutale des modes européennes. Au siècle dernier, l'aristocratie russe parlait français en famille. La langue russe elle-même, riche de mots étrangers russifiés, atteste de ce métissage forcé<sup>6</sup>.

En échange la Russie a enrichi la culture européenne avec Pouchkine, Gogol, Tourgueniev, Tolstoï, Dostoïevski, Pasternak ou Boulganov ou des musiciens comme Tchaïkovski ou de Prokofiev.

Cependant, bien que familière de l'Europe, la Russie n'y épuise pas son identité<sup>7</sup>. Peuplée de Slaves, christianisée au X<sup>e</sup> siècle selon le rite byzantin et influencée par les conceptions impériales de Constantinople, elle fut – fait unique en Europe – dominée par les Mongols entre 1236 et 1480. Vaincus, les princes russes durent payer tribut aux khans tatars, en échange d'une autorité sans borne sur leurs sujets. Cette domination coupa de surcroît la Russie du reste de l'Europe, alors que la Principauté de Kiev ou la république marchande de Novgorod participaient jusque-là pleinement à la vie économique et politique du continent. La Russie manqua ainsi les grands débats de la Renaissance et de la Réforme.

Il y a plus d'un siècle, Leroy-Beaulieu estimait déjà que « l'histoire de la Russie se distingue de l'histoire des autres nations européennes plutôt par ce qui lui fait défaut que par ce qu'elle possède en propre ».

Face à l'Occident, elle est partagée entre attrait et rejet<sup>8</sup>. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la vie intellectuelle russe voit s'opposer deux tendances : les occidentalistes qui, tels Tchaadaïev ou Herzen, veulent apprendre de l'Occident, et les slavophiles qui jugent que la Russie doit rester fidèle à l'orthodoxie, à l'autocratie et à la vie rurale, lui conférant une supériorité morale et politique sur un Occident décadent. « L'eurasisme », qui permettrait à la Russie de retrouver – à l'Est – son vrai sens géopolitique et culturel, est un thème récurrent du débat politique russe. En particulier, la crise identitaire de l'espace post-soviétique a amené le Kremlin à redéfinir les « intérêts fondamentaux de la Fédération de Russie » et ainsi, à s'intéresser aux idées du pôle eurasiatique. A partir des années 1992-1996, sous la direction d'E. Primakov, ont été conduits la définition des « intérêts fondamentaux de la Fédération de Russie » qui notamment s'est traduit par une réflexion sur la place qu'elle occupe sur le continent européen et à conduit à revaloriser les idées d'eurasisme.

---

<sup>6</sup> M. Laran & J.L. Van Regemorter, La Russie et l'ex-URSS de 1914 à nos jours A. Colin 1996

<sup>7</sup> J. Radvanyi (réd), De l'URSS à la CEI, 12 Etats en quête d'identité, Ellipses, 1997

<sup>8</sup> BESANCON, Alain. "La Russie est-elle européenne?". (et la réponse de Martin Malia) Commentaire. Automne 1999. p. 603-618

En réalité, ce débat classique en cache un autre : l'identité russe est malaisée à définir, traits ethniques et religion ne pouvant suffire à la cerner : le peuple russe est le fruit d'un mélange et l'orthodoxie n'est pas la seule religion en Russie. La géographie politique n'aide guère : les frontières de la Russie ont souvent varié, nombre de Russes sont disséminés dans les pays voisins et le dixième des citoyens russes appartient à des peuples non slaves. L'actuelle Russie exclut des terres anciennement russes, comme la Crimée conférée par Khrouchtchev à l'Ukraine. Seul l'usage de la langue russe forme un trait d'union. Deux termes coexistent d'ailleurs, selon que l'on évoque l'identité culturelle ou l'appartenance à l'espace politique. Aujourd'hui, reconstruire la Russie exige, au-delà des délires racistes de certains, de définir ce qu'est être russe. Il n'est pas sûr que les russes eux-mêmes aient la réponse.

Aujourd'hui, une ligne de fracture existe au sein des élites et de l'opinion russes, selon :

- que l'on appelle au retour d'une puissance russe respectée et crainte. En particulier, craignant que la Fédération de Russie ne soit mise à l'écart, par les États-Unis surtout, les élites de la Fédération de Russie souhaitent revaloriser l'espace eurasiatique où se trouvent les principaux circuits d'échanges internationaux, en démontrant qu'elle est un pays qui ne peut être contourné et qu'elle représente un trait d'union indispensable entre l'Europe et l'Asie.
- que l'on souhaite une Russie apaisée, en chemin vers la « civilisation » et en particulier vers la « démilitarisation » des relations extérieures, que ce soit vers l'occident ou vers l'Asie.

### 1.1.2: Les relations entre la Russie et l'Asie.

L'incohérence et le déséquilibre de la politique russe à l'égard de l'Asie reflètent la divergence des positions de différentes factions de l'élite économique et politique qui perçoivent différemment les intérêts qui y sont en jeu. L'approche russe est essentiellement pragmatique et réaliste, dirigée par ses intérêts économiques et de sécurité.

Cependant, chaque relation bilatérale est marquée par ses propres tensions internes<sup>9</sup>. Aussi, la lenteur des réformes économiques et les conflits politiques domestiques ont conduit à l'apparition d'un décalage important entre les discours officiels, les efforts réels et les résultats obtenus. Le déséquilibre se reflète dans le fait que les relations de la Russie avec la région penchent fortement vers

---

<sup>9</sup> Sellier A. et J. Atlas des peuples d'Europe centrale et Atlas des peuples d'Orient, La Découverte 1991- 1993

la Chine, qui, à leur tour, sont concentrées sur les problèmes de sécurité et sur l'exportation des armements.

Or, si l'objectif russe est de jouer un rôle influent dans la région, la puissance grandissante de la Chine est une source de frustration pour beaucoup de Russes. La Russie se rend compte de ce déséquilibre et tente, même si les choses vont lentement, d'asseoir ses relations avec le Japon sur des bases plus solides.

Sur le plan de sécurité, la Russie a poursuivi sa politique de démilitarisation et introduit des mesures de confiance avec chacun des pays, ce qui pourrait jouer un rôle stabilisateur en Asie orientale. Sur le plan économique, toutefois, les résultats obtenus ne correspondent pas aux objectifs visés et les échanges de la Russie avec la Chine ou le Japon demeurent peu importants. Afin d'accroître l'interdépendance de son économie avec celle de la région, la Russie a choisi la voie du multilatéralisme. Mais l'adhésion à l'APEC et à l'OMC ne garantit pas en soi l'insertion de son économie dans le système économique régional ni l'arrivée massive d'investissements étrangers. Pour résumer :

1. Il n'y a pas de consensus sur la signification à donner aux relations avec les pays asiatiques. Certaines factions de l'élite russe les voient comme un contrepois aux relations avec les pays occidentaux ; d'autres comme fondement de son statut d'une grande puissance eurasiennne ; d'autres encore, sont guidés par les intérêts économiques plus pragmatiques.
2. Pour d'autres États de la CEI, notamment pour ceux de l'Asie Centrale, la coopération avec la Chine est un contrepois à leur dépendance envers la Russie. La Chine remplace effectivement de plus en plus la Russie en tant que fournisseur principal des produits de consommation dans cette région.
3. Les difficultés économiques internes et le manque de cohésion de la structure économique nationale imposent aussi des contraintes importantes à la coopération interétatique et interrégionale. Le manque d'autonomie subrégionale est un autre obstacle majeur au plein développement de nouvelles formes de la coopération économique.
- 4 Les conflits territoriaux et les problèmes de sécurité, même au niveau des perceptions, sont sans doute l'obstacle majeur au développement de l'intégration économique. Si la coopération économique existe, se développe et joue sans doute un rôle stabilisateur, les problèmes de sécurité empêchent les États de s'engager davantage.

Ainsi, il y a plusieurs forces influentes en Russie qui appuient le rapprochement économique et politique avec l'Asie<sup>10</sup>, même si chacune d'elles y voit des intérêts différents. En même temps, l'élargissement du concept même de l'"intérêt national" et la complexification du processus de prise de décisions expliquent en partie les difficultés qu'éprouve la Russie à formuler une politique cohérente et à équilibrer ses ambitions avec ses capacités réelles.

### 1.1.3: L'impact sur la politique extérieure : quelle orientation ?

L'impression répandue sur la scène internationale est que Moscou mène plusieurs politiques étrangères en même temps et ne sait donc pas si elle doit s'orienter résolument vers un rapprochement avec l'Occident, avec la question de l'OTAN en suspend, si elle doit plutôt s'appuyer vers la notion de « puissance eurasienne », afin de s'inscrire dans une perspective moderne du développement économique du XXI<sup>e</sup> siècle, ou même si elle doit suivre un modèle quelconque, consciente que le pays n'a peut-être pas les moyens de choisir<sup>11</sup> ses propres recettes de reconstruction, aussi bien économique que politique.

Aujourd'hui, la période du mythe et de l'euphorie est passée, car les Russes doivent composer avec les réalités quotidiennes d'une survie rendue plus difficile dans les conditions imposées par la faillite de l'économie, dont ils imputent la responsabilité plus facilement au modèle libéral occidental qu'à l'échec du système précédent. Ce désenchantement touche d'abord les populations les plus fragilisées par le choc de la transition, qui constituent une base électorale pour des partis dont le discours souvent démagogique défend la « russité », « l'exception russe », face à l'influence occidentale et surtout américaine. Outre une réaction de défiance vis-à-vis de la pénétration rapide du modèle culturel américain, très puissamment facilitée par les grands médias du pays, notamment audiovisuels, on observe une certaine hostilité dans une partie de la presse à l'égard des modèles implicites de la démocratie libérale. Ainsi, la Russie reste le défenseur de la « slavité » et de « l'orthodoxie » face au reste du monde, d'où son opposition à l'élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale, et son soutien au régime serbe.

---

<sup>10</sup> M. Laruelle, L'idéologie eurasiste russe, L'Harmattan 1999

<sup>11</sup> J. Sapir, Feu le système soviétique ? La découverte 1992 ; Le krach russe, La Découverte 1999

La réaction de la société russe aux mesures réformistes de M. Gorbatchev et B. Eltsine a été du même genre qu'au XIXe siècle. Aujourd'hui comme alors, on soulève la question du rôle historique spécial de la Russie comme "passerelle" entre l'Est et l'Ouest, des doutes sont émis au sujet de la reprise du modèle occidental par la Russie et de la dépendance de l'aide de l'Ouest, et des craintes sont exprimées quant à l'influence corruptrice de la culture occidentale. Aujourd'hui comme alors, il y a trois écoles de pensée en présence concernant la place de la Russie dans le monde : la première prône le rapprochement vis-à-vis de l'Occident et de l'Europe; la deuxième préconise le renoncement à des liens étroits avec l'Occident au profit de "l'alternative orientale"; la troisième, enfin, est favorable à un équilibre entre l'Est et l'Ouest afin de profiter de liens avec ces deux parties tout en conservant une identité russe distincte. Sur l'échiquier politique, ces positions correspondent respectivement à celles des réformateurs libéraux, des "patriotes nationaux" et du centre nationaliste modéré. C'est dans ce contexte qu'il faut considérer l'attitude des différentes forces politiques à l'égard de l'élargissement de l'OTAN.

En effet, la question à se poser est la suivante : pourquoi le problème de l'élargissement de l'OTAN est-il devenu le sujet apparemment essentiel dans la vie de la société russe au milieu des années 90? La réponse doit être recherchée plusieurs années en arrière, à l'époque du démantèlement de l'URSS. En effet, c'est à cette époque que la Russie a été confrontée à la question de son identité et de sa place en Europe et dans le monde. La perte de son statut international et de ses territoires antérieurs a été perçue par beaucoup de Russes comme une humiliation nationale, qui les a laissés politiquement désorientés. Le débat sur les problèmes de politique étrangère a alors pris un tour plus classique : on s'est de nouveau avant tout interrogé sur la nécessité d'une intensification des relations avec l'Occident, sur la préservation du statut spécial de la Russie et sur l'équilibre à tenir entre les politiques de l'Europe et de l'Asie.

- Les pro-occidentaux pensent que l'établissement fructueux de relations avec l'Occident est indissociable du processus de réforme libérale de la politique et de l'économie intérieures. Ils appellent à l'entrée du pays dans les institutions économiques et politiques de l'Ouest (G7, Union européenne, OTAN) et voient l'extension de l'OTAN comme une étape logique du processus d'intégration européenne.

- Les anti-occidentaux, eux, cherchent à restaurer la "grandeur de la Russie" en renonçant au modèle de développement occidental et en revendiquant la mission spéciale de la Russie dans le monde. Ils considèrent la participation de la Russie au Pfp comme une trahison des intérêts nationaux et l'élargissement de l'OTAN à l'Est comme une machination

des forces occidentales anti-russes. Ils pensent que la politique étrangère qui vise à intégrer la Russie dans les institutions occidentales relègue leur pays au rang de puissance de second ordre et est une insulte à la dignité nationale. Selon eux, la puissance économique de l'Ouest est un moyen de museler la Russie et la coopération en matière de sécurité un instrument pour s'ingérer dans ses affaires intérieures. Il est hors de question de nouer des relations plus étroites avec l'OTAN, car cela serait synonyme de capitulation.

- Une position nationaliste modérée coexiste avec cette tendance extrémiste. Ses partisans estiment que la Russie, compte tenu de sa situation géographique et de son héritage culturel, doit trouver un juste milieu entre l'Est et l'Ouest. Il est naturel pour la Russie de jouer un rôle de "passerelle" dans la région eurasiennne, ce qui est dans l'intérêt des Russes vivant dans les pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et dans les Etats baltes. Cette approche n'est pas anti-occidentale, mais cherche à attirer l'attention sur le problème de la protection des intérêts nationaux russes à l'Est . Ses partisans pensent que la participation de la Russie au Pfp et sa coopération avec l'OTAN représentent un marché, une concession faite à l'Occident en échange de la coopération avec l'Union européenne.

L'idée perdure indéniablement que l'Occident doit reconnaître à la Russie malgré la profonde crise qu'elle traverse un statut de puissance de premier plan et de partenaire incontournable. Ce phénomène relève du « complexe de supériorité » car, aujourd'hui, la Russie carrefour entre l'Europe et l'Asie ou la Russie puissance essentiellement continentale tournée vers l'Europe, doit se poser la question si ses préoccupations immédiates et sa « vocation » naturelle ne sont pas plutôt celles d'une puissance régionale.

## 1.2: La crise structurelle : le traumatisme de la perte de l' « Empire ».

### 1.2.1: La crise du fédéralisme russe : la Russie part en morceaux ?

« Prenez autant d'autonomie que vous pouvez en avaler ! », disait B. Eltsine aux dirigeants Tatars en 1990. Très répandue il y a quelques années, cette affirmation était étayée par l'éclatement brutal de l'URSS et l'effritement en apparence continu de la Russie.

Or, cette dernière est toujours là, dans les frontières de l'ancienne République fédérative soviétique de Russie. Elle n'est pas partie en pièces et a même réussi à maîtriser, non sans brutalité, des tentations sécessionnistes virulentes et décidées.

Il entraine dans ce jugement un soulagement devant la chute d'un empire hier menaçant. En France, ce thème résultait aussi d'une lecture superficielle de l'ouvrage d'Hélène Carrère d'Encausse « l'Empire éclaté »<sup>12</sup> qui dans les années 70 avait cerné la fragilité du géant.

Cette perception, que l'on peut aujourd'hui qualifier d'excessive, n'était toutefois pas dénuée de fondement : elle s'appuyait sur trois mutations fondamentales.

- La chute de l'URSS pouvait d'autant plus conduire à l'explosion de la Russie que celle-ci, même dans ses frontières actuelles, est le résultat d'une construction impériale et qu'elle inclut de nombreux peuples non-russes : Caucasiens, Tatars et peuples de l'Oural ou de Sibérie. Rien ne garantissait que le processus de dislocation de l'Empire, commencé en novembre 1989 à Berlin, accentué avec les indépendances baltes et géorgiennes de 1991 et entériné par la dissolution de l'URSS décidée – en un après-midi dans un relais de chasse – par les présidents russe, ukrainien et biélorusse, respecte les frontières russes.
- La seconde mutation est effectivement l'émergence des autorités régionales. Vaste Fédération, la Russie ne réunit pas moins de 89 « Sujets » fédérés de taille et de statut variables : Provinces ( Oblasts ou Kraï ), Républiques

---

<sup>12</sup> H. Carrère d'Encausse, L'Empire éclaté, Flammarion 1978 et La gloire des Nations Fayard 1990

nationales ( Tatarstan, Komis, Bachkarie, Tchétchénie ), Districts et deux villes ( Moscou et Saint-Pétersbourg ). Ce fédéralisme est inégalitaire, pour des raisons de droit et de fait. Les pouvoirs conférés à ces entités sont significatifs : si ces Etats fédérés ont tous de larges compétences d'ordre public, d'animation économique ou de fiscalité, les républiques ont des possibilités élargies, pouvant aller comme le Tatarstan à la capacité à conclure des accords économiques avec des Etats étrangers ( dans des conditions il est vrai peu claires et que chacun interprète à sa guise ). Les différences économiques accentuent l'impression de dérive centrifuge. Certains sujets concentrent les richesses : l'industrielle Saratov sur la Volga, la pétrolière et sibérienne Tioumen, et surtout Moscou, qui avec 5% de la population représente 10 % du PNB, sont des fiefs convoités. D'autres sont à la peine, tels le Nord forestier, le méridional et agricole Kouban mais aussi Saint-Pétersbourg aux industries militaires mal reconverties. Les dix régions les plus riches représentent le quart de la production industrielle : les dix plus pauvres seulement 8 %.

- Certains ont voulu s'émanciper plus nettement. La Tchétchénie, qui s'est déclarée indépendante dès 1992, est le cas extrême. Mais, cette tentative a aussi chatouillé les dirigeants de régions sibériennes. L'Oural a souvent affiché vouloir battre monnaie. Nombre de réglementations locales se démarquent de la loi fédérale, voire la contredisent totalement.

Si la situation semble se stabiliser depuis la venue au pouvoir de V. Poutine, il n'en reste pas moins que le pouvoir central a désormais le plus grand mal à faire jouer une péréquation budgétaire entre région : ce fédéralisme « asymétrique » est une variante de l'égoïsme mais s'appuie aussi sur la compréhensible méfiance devant les habitudes manipulatrices du Kremlin. Puissants féodaux, Gouverneurs de provinces,



Présidents de républiques et Maires entendent mener des politiques de développement autonomes : confrontés aux crises, ses pouvoirs locaux ont de surcroît tendance à intervenir sans ménagement jusqu'à fermer leur frontière comme en 1998 afin de réserver les ressources alimentaires locales à leurs seules populations.

En conséquence, la Russie reste fragile et sa cohésion géographique et politique impose à court terme une redéfinition du fédéralisme russe, et ce d'autant plus que les méthodes brutales utilisées en Tchétchénie sont naturellement inenvisageables à nouveau. La Russie devra sans doute redéfinir les contours de certaines de ses régions afin d'éviter de trop fortes disparités. Le cas est particulièrement patent dans le Caucase : la pulvérisation de petites républiques<sup>13</sup> ( Adyghée, Karatchevo-tcherkessie, Kabardino-Balkharie, Ossétie du nord, Ingouchie, Tchétchénie, Daghestan et Kalmoukie ) n'est pas uniquement le résultat des fortes différences linguistiques et historiques mais surtout l'application du principe stalinien de « diviser pour régner ».

Le pouvoir central du Kremlin en a-t-il le pouvoir et la force ? rien n'est moins sûr tant le problème de la reconfiguration de l'espace post-soviétique, voire sa reconstruction dans certain endroit ( Caucase, Sibérie ) est complexe exacerbé par les émotions nationales et sociales. Cette situation, où le tact diplomatique ( la négociation ) doit côtoyer le pragmatisme politique ( force doit revenir à la loi ) mène, bien souvent, à une impasse, un blocage de l'action réformatrice du Kremlin.

### 1.2.2 : L'échec de la CEI.

A la fin de l'été 1999, un quotidien moscovite titrait « la CEI dans le brouillard » son sévère bilan de la communauté d'Etats indépendants : incapacité des autorités russes à élaborer une politique cohérente et liens de plus en plus distendus entre les Etats membres, y compris sur le plan économique. La Russie, contestée sur ses marches caucasiennes, venait de basculer dans un bellicisme antitchétchène radical à la suite des attentats de l'été 1999 attribués à un « terrorisme wahhabite », vite assimilé à un vaste complot islamiste aux ramifications internationales. Bientôt s'engageait la nouvelle guerre de Tchétchénie. L'ancienne puissance tutélaire, confrontée au défi présenté par les regroupements régionaux, en particulier la GUUAM<sup>14</sup> ( Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan et Moldavie ) inspirés de projets suscités par les occidentaux, s'interrogeait sur son rôle et sa place au

---

<sup>13</sup> Multiple Russie : profil socio-économique des 21 républiques de la Fédération, CPE N° 393 1994

sein de l'espace post-soviétique. Hors le peu engageante Union avec la Biélorussie, Moscou semblait toujours incapable de sortir la CEI de la crise structurelle qui la minait.

A l'automne, au sommet de l'OSCE ( Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ) à Istanbul ( la 18 et 19 novembre 1999 ), tandis que la guerre s'intensifiait en Tchétchénie, le Kremlin avait dû essayer le feu de la critique. De nombreux contacts bilatéraux entre pays membres de la CEI se déroulaient en coulisses comme pour mieux démontrer la vacuité d'une institution sans souffle : rencontre des présidents azerbaïdjanais et arménien afin de débattre de la question du Haut-Karabakh, accord russo-géorgien sur l'évacuation de deux des quatre bases russes installées dans le pays. Tandis qu'était démonstrativement signé par l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie un accord patronné par les Etats-Unis sur l'oléoduc Bakou-Ceyhan ( Turquie ), défi majeur à l'autorité de Moscou dans la région.

Des voix discordantes s'étaient pourtant fait entendre à Istanbul : le président ouzbek, Islam Karimov, pointant du doigt le « danger islamiste » venu de l'extérieur, avait reproché aux Occidentaux « qui vivent en Europe, loin de l'Afghanistan », de se focaliser sur une notion abstraite des droits de l'homme. Quelques semaines plus tard, la réconciliation avec la Russie était scellée à l'occasion d'une visite de V. Poutine à Tachkent le 11 décembre 1999.

La montée vers le pouvoir du successeur désigné de B. Eltsine était bientôt perceptible au sein de la communauté. A défaut d'insuffler un dynamisme nouveau à la CEI, la « main de fer » du président par intérim a eu un effet rassembleur, endiguant les critiques et les récriminations les plus radicales. Les méthodes et le ton musclés du nouveau maître du Kremlin ont été perçus comme un exemple par plus d'un chef d'Etat dont les tendances autoritaires ont été encouragées. Le sommet de la CEI, le 25 janvier 2000, le premier auquel n'assistait pas B. Eltsine, a vu V. Poutine consacré par ses pairs ; porté à la tête de la CEI, il a été appuyé dans sa volonté de « combattre le terrorisme ».

En fait, le consensus apparent réalisé autour des buts de guerre en Tchétchénie cachait mal les divergences et les inquiétudes qui se manifestaient au sein de la CEI. Tout en affirmant son indispensable unité, Moscou prenait unilatéralement des mesures visant à fermer ses frontières aux ressortissants de la Communauté en instaurant un système de visas. En Asie centrale, les attentats de Tachkent qui avaient visé le président Karimov en février 1999, les enlèvements et les attaques de commando dont le Kirghizistan avait été le théâtre au cours de l'été et la tension persistante au Tadjikistan ont conforté les autorités dans l'idée d'une vaste « conjuration islamiste », menace

---

<sup>14</sup> J. Radvanyi (réd), De l'URSS à la CEI, 12 Etats en quête d'identité, Ellipses, 1997

permettant de réduire au silence tous ceux qui s'opposent aux pouvoirs en place. En Transcaucasie, où l'Arménie n'a pas ménagé son soutien à Moscou, l'Azerbaïdjan s'est inquiété des conséquences d'un conflit pouvant déstabiliser la région, tandis que la Géorgie vivait dans la crainte d'une intervention de l'armée russe usant d'un droit de suite sur la frontière avec la Tchétchénie.

Le 27 janvier 2000, un différend territorial entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan provoquait l'incursion de gardes-frontières ouzbeks appuyés par des blindés sur le territoire kazakh. Les Slaves de la partie occidentale du Kazakhstan ont exigé l'entrée du Kazakhstan dans l'union russo-biélorusse tandis que les autorités d'Astana procédaient à l'arrestation d'un groupe accusé « d'activités terroristes séparatistes ». Les conflits minant la Transcaucasie, l'Abkhazie et le Haut-Karabakh ( région de l'Azerbaïdjan peuplée en majorité d'Arméniens réclamant le rattachement à l'Arménie ) n'ont toujours pas trouvé de solution, alors que le pétrole de la Caspienne, malgré les incertitudes qui pèsent sur son exploitation, a continué de susciter de nombreuses convoitises. En Asie centrale, en Transcaucasie et en Biélorussie, mais aussi en Ukraine, les tendances autoritaires se sont renforcées. En Arménie, où le parlement a été le théâtre d'un massacre perpétré par un commando, au Kirghizistan ou en Géorgie, coups de main armés, enlèvements et attentats ont jalonné une année marquée par la persistance des difficultés économiques. En Russie, au Kirghizistan, en Géorgie ou en Ukraine, les consultations électorales ont manifesté les limites d'une démocratie encore bien fragile. En Tchétchénie, mais aussi en Ouzbékistan ou en Azerbaïdjan, les violations des droits de l'homme se sont multipliées.

Face à la Russie engagée dans une démonstration de force s'accompagnant d'une nouvelle volonté de puissance à l'extérieur de ses frontières, les autres membres de la CEI n'auront-ils d'autre choix qu'un alignement discipliné sur les positions de Moscou ? Alors que la crise économique est encore proche, voire dans certain cas une réalité, tandis que se poursuit la guerre de Tchétchénie, la Russie trouvera-t-elle, hors d'une politique de force imposée à ses régions et à ses marches, les ressources pour fonder une nouvelle communauté d'Etat stable et prospère ?

### 1.2.3 : L'impact sur la politique extérieure : quelle reconstruction ?

Dix ans après l'éclatement de l'URSS, les Etats de la CEI ne semblent pas sortir d'une longue crise où se mêlent tensions politiques et ethniques, effondrement économique et fractures sociales. Même ceux qui connaissent depuis deux ou trois ans un apparent redémarrage économique, comme les trois Etats caucasiens, ne paraissent pas être définitivement sortis de l'ornière tant les incertitudes

politiques y sont grandes. En comparaison avec la relative rapidité de la période dite de "transition" dans la majorité des pays d'Europe orientale, l'ampleur de l'effondrement et les délais de remise en route de ces douze nouveaux Etats ont surpris.

La Russie et les autres Etats de la CEI seraient-ils de mauvais élèves de la transition ? mais de quelle transition s'agit-il , Si on entend par là, dans une vision fortement médiatique un passage vers un avenir prédéterminé fait d'économie de marché et de démocratie libérale, rien ne permet d'affirmer à ce jour que même le pays le plus avancé des douze, à savoir la Russie, emprunte bien cette voie. Il faut même remarquer la persistance d'un traumatisme de la perte de l' « Empire » qui se traduit par une certaine nostalgie, un refus de la modernité.

Mais est-ce vraiment de la mauvaise application d'un "modèle libéral" au demeurant assez abstrait que souffrent ces pays ? A-t-on réellement pris en compte les conditions d'application des solutions préconisées ? La vision idéologique est-elle l'apanage du seul système socialiste ? Au-delà de ses aspects les plus décriés, comme l'absence de démocratie ou les aberrations de la gestion centralisée, a-t-on perçu à sa juste mesure la signification de l'héritage de 70 années de socialisme soviétique ? Héritage complexe puisque fait d'éléments contradictoires dans tous les domaines, troublant profondément la perception des mutations nécessaires à la transition. En particulier, largement sous-estimé à l'orée des indépendances est la nécessité pour chacun des nouveaux Etats, comme pour la Russie, de redéfinir son identité dans trois grandes directions :

- la situation est fort différente, à quelques exceptions près, de celle des pays d'Europe orientale. Outre le changement de système qui représente pour tous un énorme défi, la plupart de ces Etats n'ont jamais existé dans ces frontières héritées de l'URSS ou, quand il s'agit de nations déjà anciennes ( Géorgie, Arménie, ... ), ils doivent affronter les séquelles de choix territoriaux staliniens, multipliant à l'envie les causes de conflits.
- la nécessité de redéfinir - dans des conditions de crise - les rapports avec l'ancienne puissance tutélaire russe représente tout un champ d'incertitudes, incontestablement instrumentalisé par Moscou qui ne désespère pas de conserver par le simple jeu des rapports de force un rôle déterminant dans cet "étranger proche" que nombre de Russes continuent de considérer comme leur dépendance naturelle.
- devenue indépendante, la Russie a changé de configuration territoriale. Après des siècles de centralisation, l'importance grandissante des républiques et des régions qui constituent la Fédération de Russie a marqué une véritable rupture avec toutes les traditions de l'Etat russe et soviétique. L'espace et les représentations ont été profondément transformés par

cette véritable restructuration à « l'échelle humaine » du territoire d'une Fédération que républiques et régions tentent de faire évoluer vers des formes confédératives, conférant une légitimité renouvelée à la dimension impériale de cet espace.

Malgré tout, force est de constater que les relations<sup>15</sup> entre la Russie et les autres au sein de la CEI s'étiolent, notamment parce que certains Etats font des efforts de rapprochement avec l'OTAN et l'UE. Entre revendication de Moscou à rester le « gendarme principal » au sein de la CEI et émancipation des nations du « glacis protecteur », la reconstruction d'un espace primordiale pour la sécurité ( concept de sécurité 2000 ) est loin d'être claire et menée de main de maître.

### 1.3: La crise du pouvoir : la perte de l'influence internationale.

#### 1.3.1: L'Occident et la crainte d'un nouvel autoritarisme.

La mobilisation autour de V. Poutine est-elle une étape vers un nouvel autoritarisme ? Le nouvel homme fort de la Russie, V. Poutine, aura été à la fois inattendu ( ceux qui ont renversé la statue de Félix Djerzinski, père de la police politique soviétique, n'auraient alors jamais imaginé leur pays gouverné dix ans plus tard par un ancien officier du KGB ! )<sup>16</sup> et attendu ( l'idée que seule une « main de fer » peut assurer la transition vers la vraie « démocratie » ralliait de plus en plus d'adeptes depuis quelques temps ! ).

Surgi de l'ombre dans les circonstances dramatiques et troubles d'une nouvelle guerre en Tchétchénie précipitée par des attentats « terroristes » meurtriers à Moscou et en province au mois de septembre 1999, V. Poutine a incarné, dès sa nomination aux fonctions de Premier Ministre, au mois d'août, l'ordre et la fermeté sans que ce discours, pas plus que l'irruption sur la scène politique d'un nouveau successeur de B. Eltsine ne rencontrent grande résistance. Il est finalement élu le 26 mars 2000 dès le premier tour avec 52,9 % des voix, devançant largement le candidat communiste G. Ziouganov.

Le contrôle de l'opinion publique, clef de la stratégie présidentielle. L'état de grâce ne dure pas. Il semble très vite évident que toute sa politique se résume à une implacable stratégie présidentielle, dans laquelle tous les moyens sont bons. On lui reproche son cynisme et sa brutalité : cynisme politique, avec notamment l'accord avec les Communistes à la Douma, "trahissant" les réformateurs et les libéraux qui l'avaient plus ou moins soutenus jusque là ; brutalité dans la guerre en Tchétchénie. L'opinion publique est tout d'abord ébranlée par un certain enlisement de l'armée fédérale (en décembre/janvier), qui fait craindre un scénario similaire à la première guerre. Puis la question des

---

<sup>15</sup> Les N° spéciaux d'Autrement : Les Sibériens 1994 N° 78 ; Asie Centrale 1992, N°64.

<sup>16</sup> M-H. Mandrillon, La conquête du pouvoir local en Russie, PPS N°683, juin 1992, Doc. Française

pertes militaires russes, qui seraient systématiquement sous-estimées par les autorités, est de plus en plus soulevée. D'après le Comité des Mères de Soldats, qui centralise les chiffres de plus de trois cents sections locales dans toute la Fédération, ces pertes s'élevaient, à la mi-janvier, à plus de trois mille morts, contre seulement six cents selon les chiffres officiels. La grande majorité sont des jeunes appelés, envoyés au front après six mois de préparation.

L'intelligentsia se détourne de plus en plus de V. Poutine (si elle l'a jamais soutenue), car il semble remettre en cause un des rares acquis de la période Eltsine : la liberté d'expression. Un bras de fer s'établit entre le gouvernement et certains médias, qui dénoncent le blocus de l'information concernant la guerre. Après le renvoi en janvier de sept journalistes occidentaux, puis d'un journaliste de la chaîne russe NTV, (la grande concurrente des chaînes publiques), l'affaire Babitski vient bouleverser les milieux journalistiques. Ce correspondant russe de Radio Svoboda (antenne de Radio-Free Europe), un des rares journalistes à couvrir le conflit du côté tchéchène, avait été arrêté par les forces fédérales à la mi janvier (sous prétexte qu'il n'était pas accrédité), puis vraisemblablement torturé dans un camp de l'armée russe, avant d'être "échangé" aux Tchétchènes contre des prisonniers russes, selon la version officielle. Mais les cassettes vidéo remises par les autorités aux médias pour appuyer leurs dires ressemblent fort à de grossiers montages, et on craint un scénario encore plus sinistre. Abasourdis par cette affaire, inquiets pour leur confrère (un mois après son arrestation, on ignorait toujours où il était), une cinquantaine de journalistes et d'éditorialistes connus lancent une pétition affirmant la responsabilité de V. Poutine dans cette affaire. Celui-ci aurait d'ailleurs déclaré, comme un avertissement : "Désormais, Babitski va avoir peur, il va enfin comprendre où il a mis les pieds", en présence de rédacteurs en chef de quelques grands journaux russes, convoqués au Kremlin. Pour Eléna Bonner, ancienne dissidente célèbre et veuve d'Andreï Sakharov, "la Russie est officiellement devenue un Etat policier".

La lutte contre un prétendu "terrorisme", au moyen d'une vraie barbarie. Malgré les efforts du gouvernement, la violence démesurée des opérations militaires en Tchétchènie n'échappe pas aux médias. Les bombardements de civils, l'emploi de gaz toxiques, de bombes incendiaires dans des zones habitées, les souffrances d'une population interdite d'aide humanitaire, sont le vrai visage de ces "opérations de libération". Les témoignages de pillage, de corruption des militaires ( du soldat jusqu'au général ) filtrent dans la presse. Certes, chacun sait que les combattants tchéchènes n'hésitent pas non plus sur les moyens (prenant, par exemple, des populations civiles en otage). Mais, d'après les témoignages recueillis par les médias occidentaux, les exactions particulièrement barbares commises par l'armée fédérale sont d'une autre ampleur : il pourrait s'agir d'une intention délibérée de terroriser et d'anéantir, physiquement ou moralement, la population tchéchène, dans les plus grandes proportions possibles. Des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes (principalement des civils)

pourraient être détenues dans les "camps de filtration", immenses camps de torture, alors que de nouveaux camps sont en construction.

Sinistres rumeurs ? Par ailleurs de graves questions restent en suspend sur le déclenchement de la guerre, tant il est évident qu'elle a été instrumentalisée depuis le début par le Kremlin. En ce qui concerne "l'invasion" tchéchène au Daghestan d'août 1999 (préambule à la guerre de Tchétchénie), on la soupçonne d'avoir été concertée avec les autorités russes. Par ailleurs, l'offensive russe en Tchétchénie n'est pas une réponse aux attentats de l'automne 1999, puisque, selon l'ancien Premier Ministre Sergueï Stépachine, la décision politique avait été prise au Kremlin dès mars 1999.

Or, les attentats eux-mêmes, véritable point de départ de la déferlante anti-tchéchène, pourraient, d'après certains, avoir été fomentés par le FSB (ex-KGB), même s'il est encore très risqué de l'affirmer. Les représentants tchéchènes rejettent vigoureusement la responsabilité des attentats (alors qu'ils ont toujours revendiqué leurs actes terroristes), répétant que les immeubles civils n'ont jamais fait partie de leurs cibles. Des experts des services secrets occidentaux remarquent, quant à eux, la rapidité inhabituelle avec laquelle les autorités russes ont rasé les immeubles touchés, contrairement à l'usage, qui veut que l'on examine minutieusement, de longues semaines durant, les débris d'immeubles, afin d'identifier la cause de l'explosion. Ils soulignent également l'importance des moyens logistiques qui ont dû être mis en œuvre pour préparer de telles explosions ( de ce fait difficilement imputables à des terroristes isolés ).

Une dérive criminelle de l'Etat ? A la charge de V. Poutine<sup>17</sup>, ses adversaires rappellent son passé KGBiste, et dénoncent une dérive criminelle de l'Etat. "Tout milieu professionnel engendre sa propre sous-culture, son système de valeur, son idéologie", écrit Dmitri Fourman dans le quotidien russe Obchaïa Gazeta. "Les pratiques professionnelles des employés des services secrets sont tout à fait comparables à celles du monde criminel. Car, finalement, que font-ils ? Des écoutes, de l'espionnage, de la diversion, du chantage. Ils volent et, parfois, ils tuent". D'ailleurs, avant son arrivée à la tête de l'Etat, Poutine s'était vu confier des affaires peu reluisantes : la "gestion" des biens immobiliers peu transparentes du clan Eltsine ; l'éviction du juge Skouratov qui enquêtait sur le dossier Mabetex, et qui fut discrédité par un coup monté infamant; le scandale sur les sociétés appartenant à la femme du maire de Moscou, Iouri Louïkov. Mais d'autres soulignent qu'il a été toute sa vie un exécutant, et se demandent quelles forces sont derrière lui : qui l'a placé au sommet de l'Etat, et à qui est-il r e d e v a b l e a u j o u r d ' h u i ?

Une chose est sûre : avec V. Poutine, les Russes ont sans doute espéré sortir du chaos et retrouver la maîtrise de leur destin. Or il semblerait que celui-ci leur échappe plus que jamais.

Quelle place et quelle latitude a eu l'opposition politique dans ces diverses évolutions ? L'intervention en Tchétchénie a été soutenue par tous les partis. Cependant, un étrange bipartisme semble s'installer avec l'érosion de la troisième force, le parti libéral de G. Lavlinski, et l'alliance de « Unité », parti de V. Poutine et du communiste Seleznev à la Douma. La précipitation du terme de l'élection présidentielle n'a pas favorisé la structuration du système des partis et des alliances

---

<sup>17</sup> Putin Dodges Scandals, Stratfor 03/2000

personnelles ont continué à l'emporter sur les programmes. L'opacité du champ politique est donc restée grande.

### 1.3.2: La nostalgie du rapport stratégique avec les Etats-Unis.

Moscou et Washington constituaient les deux pôles politiques internationaux de référence du temps de la guerre froide<sup>18</sup>. Les relations exclusives en matière de stratégie mondiale qui existaient entre les deux grandes puissances, maîtresses du monde bipolaire, représentaient, à la fois, leur légitimité intérieure et extérieure. A partir des années 90, la fin de la guerre froide, alors que les Etats-Unis<sup>19</sup> devenaient progressivement la seule hyperpuissance, la Russie se débattaient dans des problèmes de reconfiguration inextricables, jouant même difficilement les seconds rôles. Aujourd'hui, la Russie a gardé son siège au conseil de sécurité de l'ONU, mais a perdu, pour un temps, les principales dimensions de la puissance. Dans ce contexte de perte d'influence, le dialogue américano-russe constitue pour V. Poutine le seul alibi qui fonde la réputation de « puissance » de son pays : une certaine nostalgie des discussions sur l'« arms control » circule dans les couloirs du Kremlin.

En effet, les relations avec les États-Unis, que Moscou considère comme la principale puissance économique internationale et le gestionnaire de fonds essentiels à la réforme et à la relance de la Russie, influent dans une certaine mesure sur tous les aspects de la politique étrangère russe. Moscou croit que la Russie demeure au centre de la politique étrangère américaine (document de la Russian Academy of Sciences, 1993), au même titre que les États-Unis occupent une place importante dans les calculs de la Russie. Les initiatives russes, par exemple, dans les «territoires étrangers rapprochés», tiennent compte d'un niveau de tolérance présumé à la Maison-Blanche. Jusqu'ici, Washington a affiché une attitude modérée touchant les «territoires étrangers rapprochés», comme le révèlent les propos suivants tenus par le président Clinton lors d'une entrevue donnée en juillet 1994 : «Les États-Unis appuieraient les démarches volontaires d'anciennes nations du bloc soviétique en vue de s'unir de nouveau à la Russie au sein d'une fédération européenne de l'Est élargie » (The Citizen, 4 juillet 1994). Depuis peu, il semblerait que l'administration de G.W. Bush ait fait passer le problème russe au second plan de ses préoccupations.

---

<sup>18</sup> I. Bremer et al., *New States, new Politics*, Cambridge Univ. Press 1997

<sup>19</sup> President Vladimir Putin: A Challenge for U.S. National Security, by Melvin Goodman, 23/03/2000



Le désarmement représente encore une opportunité pour Moscou de rester un partenaire important au moins « égal ». Pour ce faire, V. Poutine se réserve des velléités d'intransigeance en matière de sécurité collective, aussi bien dans un but de politique intérieure qu'extérieure. En effet, Il y a dans les relations entre les États-Unis et la Russie une dichotomie selon laquelle la rivalité stratégique semble céder le pas à la coopération stratégique, mais les désaccords dans une large mesure non stratégiques continuent de résister aux efforts bilatéraux visant à les résoudre. Moscou et Washington ont un point de vue commun sur un certain nombre d'autres questions importantes, comme la coopération stratégique en matière nucléaire, la CBW et la non-prolifération, y compris le TNP. Elles sont par ailleurs divisées sur d'autres points, par exemple, le Traité concernant les systèmes de missiles anti-missiles, l'exécution du traité CFE sur le désarmement, l'exploitation à des fins agressives des ressources de la Russie et des «territoires étrangers rapprochés» par des compagnies étrangères, et les droits des minorités.

L'utilisation de la force contre la Tchétchénie, que l'Administration américaine a d'abord qualifiée d'affaire interne pour ensuite s'en préoccuper face au carnage fait par les bombardements russes, apportera de l'eau au moulin du Congrès républicain pour distancer les États-Unis de la Russie. Dans l'ensemble, cela n'aura probablement aucun effet sur la politique générale de l'Administration d'appuyer la stabilité en Russie, mais fera que Moscou aura plus de difficulté à atteindre son objectif de devenir un «partenaire égal».

Enfin, la crise du Kosovo a été vraisemblablement le point de départ d'une prise de conscience terrible de la Russie tout entière : la sécurité en Europe n'est plus un dialogue exclusif entre Moscou et Washington, la relation de « grand à grand » n'existe plus, pour les États-Unis, la Russie est devenue une puissance de second plan. Malgré les affirmations de Loukine, autorité en matière d'orientation économique et stratégique en Russie, la Russie n'est plus un partenaire stratégique aussi important pour les américains au XXI<sup>e</sup> siècle .

### 1.3.3 :L'impact sur la politique extérieure : quelle normalisation ?

Entre autoritarisme et « despotisme éclairé », entre impérialisme et modernité politique, il existe des variantes prises par les hommes du Kremlin que l'occident a du mal à appréhender. Par conséquent, le chemin vers la normalisation<sup>20</sup> semble parfois, sinon incompréhensible, pour le moins

---

<sup>20</sup> G. Sokoloff, La puissance pauvre, Fayard, réédition 1996

extrêmement sinueux. Faut-il croire aux bonnes intentions de la Russie quand elle affirme reprendre le combat des occidentaux en ce qui concerne l'évolution du droit international ? La Russie se débat dans un invraisemblable imbroglio politique à savoir : faut-il continuer la normalisation version Gorbatchev ou Eltsine ou bien « remilitariser » la politique extérieure ?

Bien que les intérêts soient loin d'être tous en conflit, comme le prouvent les ententes conclues par la Russie avec l'UE et l'OTAN ( La Russie a adhéré au programme Partenariat pour la paix, mais n'a pas consenti à étoffer un programme individuel.), il n'en reste pas moins que, dans leurs différentes allocutions à l'Assemblée générale des Nations Unies, V. Poutine comme anciennement B. Eltsine ont indiqué clairement que la Russie entendait protéger ses intérêts dans les «territoires étrangers rapprochés». Il n'est pas étonnant qu'une puissance régionale dotée des moyens nucléaires d'une superpuissance et d'autres puissances rivales aient des intérêts contradictoires.

Ainsi, l'optimisme idéaliste au sujet du comportement de la Russie pourrait être une posture dangereuse. Les intérêts de la Russie, comme ceux de tout autre pays, sont égoïstes. Certes, cela ne l'empêche pas de partager des responsabilités mondiales communes en vue d'avantages mutuels, comme la réduction et la non-prolifération des armes nucléaires, la technologie relative aux missiles, la réduction des armes conventionnels et le maintien de la paix. Mais cela signifie qu'elle retombe sur ses pieds après le traumatisme de 1991 et semble poursuivre de nouveau une «réalpolitik». La question primordiale que se posent les dirigeants de la Russie à l'heure actuelle est la suivante : « Notre pays sera-t-il respecté dans le monde si ayant un niveau élevé en termes de prospérité de ses citoyens, il cesse d'être une grande puissance militaire ?

Selon qu'elle le fera ou non en conformité avec les normes d'un comportement international acceptable définies dans les documents ad hoc allant de la Charte des Nations Unies aux statuts de l'OSCE, on saura si elle cherche de nouveau à dominer les nouvelles républiques qui constituaient auparavant l'Union soviétique. Si tel était le cas et si elle devait y réussir, elle concrétiserait l'idée de Sun Tsu, soit «assujettir l'ennemi sans le combattre», par la dissuasion, la diplomatie coercitive, le chantage ou la duperie.

\*  
—  
\*   \*  
—————  
\*  
—

Après le 11 septembre, une nouvelle Russie ? La Russie du troisième millénaire<sup>21</sup> va-t-elle, enfin, adopter les valeurs, les institutions et les méthodes occidentales et tenter de s'intégrer à l'Occident ? Ou bien incarnera-t-elle à nouveau une civilisation orthodoxe euro-asiatique, différente de l'Occident, dont le destin serait à la fois lié à l'Occident et à l'Asie ? Les élites intellectuelles et politiques sont divisées sur ses options. Il y a, d'un côté, les cosmopolites et les Atlantistes et, de l'autre, les successeurs des Slavophiles qualifiés diversement de nationalistes et d'euro-asiatiques ou d'étatistes.

Les principales différences et les écarts entre ces deux tendances portent sur la politique extérieure, sur les réformes économiques et la structuration de l'Etat, les points de vue variant d'un extrême à l'autre. De nombreux conseillers influents du Président V. Poutine souhaite (les réformistes) vivement que la Russie devienne un pays normal, intégré à un véritable G8. Le camp adverse pense différemment. Cette dualité aurait pu laisser la Russie longtemps en butte à l'inconnu. Face à ces ambiguïtés, les bailleurs de fonds ont souvent fait marche arrière laissant la situation devenir plus dramatique que jamais : Certes, c'est au peuple russe qu'il incombe de faire le choix, entre une démocratie libérale ou le retour à un totalitarisme avilissant et destructif, cependant, la fermeté de V. Poutine ne doit pas faire perdre de vue que ce peuple demande avant tout le retour de l'ordre : de toute façon, l'instauration de la démocratie ne peut se faire que par un retour de l'application des lois de la Fédération.

Etrange destin que celui de la Russie qui n'a guère eu les moyens de ses ambitions, soucieuse, surtout, de résoudre ses difficultés séculaires, parfois par des méthodes empruntées à l'Occident sans jamais y parvenir. C'est d'une totale conversion à la démocratie dont elle a besoin. Puisse-t-elle réussir ce compromis en prenant enfin le bon chemin.

\*  
—  
\*   \*  
—————  
\*  
—

## PARTIE 2 : LA RUSSIE MODERNE DE V. POUTINE : L'EMERGENCE D'UNE PUISSANCE REGIONALE A DIMENSION GLOBALE.

---

<sup>21</sup> J. Radvanyi, La nouvelle Russie, A.-Colin, 2001

Après dix ans de convulsions faut-il désespérer de la Russie ? Non, la Russie détient une grande capacité à vouloir mener de front plusieurs sujets – la puissance et la modernité – ou à éviter la réforme en reprenant ses bases, ayant comme le disait Piotr Tchaadaïev “ toujours le pied en l’air ”. Aujourd’hui, le gouvernement de V. Poutine reprend certaine base tout en négociant définitivement le virage de la modernité. Pour ce faire, il accélère, non pas les réformes ce qui fut une grave erreur de la période Eltsine, mais plutôt le rapprochement avec l’Occident et les Etats-Unis : cette accélération amène de la clarté dans les rapports russo-occidentaux et représente un signe fort d’abandon des ambitions hégémoniques démesurées. Ainsi, V. Poutine veut faire évoluer la Russie vers un statut de puissance régionale qui tire son influence internationale de son potentiel économique et social, et donc opte pour une normalisation politique en s’incérant dans le dispositif de construction de l’Europe : c’est la base de la future puissance moderne russe.

En effet, l’échec final du communisme n’a pas invalidé les chances d’un chemin vers la stabilité et la prospérité. L’aboulie économique du soviétisme n’est en rien due à une fatalité russe mais à des choix politiques, ce que Vichnevski cerne comme un “ socialisme médiéval ”, “ synthèse de Marx et d’Ivan le terrible ” pour Nicolas Berdiaev. La Russie n’est pas en retard : elle fut mal modernisée.

Le peuple russe aspire à la “ civilisation ”, à laquelle le destine son haut degré d’éducation initié par le tsarisme et achevé par le régime soviétique. Ses vastes ressources énergétiques ( premières ressources mondiales de gaz naturel ) confèrent à la Russie un important potentiel économique. La Russie fut dans son histoire victime d’un double dilemme : pour émerger comme puissance, elle étendit son territoire au prix de sa modernisation ; pour s’affirmer, elle fit un choix impérial qui la ruina. L’enjeu actuel est de sortir de cette spirale de la grandeur coûteuse.

En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, V. Poutine est en train de transmuter les qualités de ce pays et de son peuple, l’aspiration au mieux-être et les héritages tsariste et soviétique. Il semble avoir la formule pour sortir ce continent de sa grandeur malheureuse et en faire un pays moderne et apaisé : le gouvernement mené par V. Poutine accélère la mutation vers un statut normalisé de puissance régionale européenne à dimension internationale. Pour autant, la tâche reste ardue et le chemin passe par :

- la conquête de la crédibilité du pays et de ses objectifs, c’est-à-dire convaincre à l’intérieur comme à l’extérieur du caractère régional de la nouvelle source de puissance de la Russie,

“Pour qu’un pays comme la Russie réussisse à s’occidentaliser, trois conditions sont requises :

- tout d’abord, l’opinion russe doit être prête à l’accepter,
- deuxièmement, l’élite politique et économique doit soutenir cette conversion,
- troisièmement, les éléments dominants de l’apport occidental doivent être disposés à accueillir le converti.” ( Andreï Sakharov ).

- La normalisation en affirmant la particularité de la politique extérieure de V. Poutine : la primauté de l'économique sur le militaire et, dans ce cadre, prendre le parti définitif de devenir une puissance européenne afin de bénéficier du levier économique de l'UE,
- tout en construisant la Russie autour du paradigme de la puissance régionale à l'influence globale en conservant le droit de défendre ses intérêts dans la zone d'influence traditionnelle, en se tournant vers l'Asie et en dépassionnant les relations Russie-Etats-Unis.

## 2.1: Dépasser les blocages : la conquête de la crédibilité par V. Poutine.

### 2.1.1: Rassurer la population russe : « Le despotisme éclairé » de V. Poutine.

La « dictature de la loi » et la « verticale du pouvoir »<sup>22</sup> : L'ascension de V. Poutine ne s'explique pas par la seule désinformation, facilitée par la mise au pas, durant cette période, des médias. Il faut prendre en compte plusieurs facteurs :

- la perte du statut de grande puissance ( la crise financière d'août 1998 et le traumatisme de l'intervention occidentale au Kosovo au printemps 1999 ) qui a exacerbé les sensibilités nationalistes,
- la réactivation de la thèse du « complot » occidental pour mettre la Russie à genoux d'où le soutien de la population russe à la seconde guerre de Tchétchénie,
- le sursaut national qui est allé de pair avec une certaine nostalgie du consensus autour des deux symboles de V. Poutine : l' « Unité » et l'Ours.

Mais cette poussée nationaliste se veut surtout patriotique et s'accompagne d'ailleurs du déclin du parti ultranationaliste de V. Jirinovski. Malgré, les tendances lourdes historiques et politiques de la nation et du pouvoir russes, il faut concevoir que le soutien de V. Poutine a été assurément un vote pour l'ordre. Non pas contre les libertés, qui restent précieuses aux yeux de l'opinion publique, mais un vote contre le chaos politique et économique : « La dictature de la loi » est devenu un slogan fédérateur :les opérations militaires en Tchétchénie, auxquelles le Kremlin n'a pas donné le nom de guerre, se sont inscrites dans cette logiques, et cela se distingue du précédent, qui se disait réponse à une sécession. Et les champs de ruine, les cortèges de réfugiés et les « camps de filtration » n'étaient plus que des attributs inévitables de la lutte pour une cause juste. Dans sa volonté d'instaurer une « dictature de la loi » V. Poutine a également lancé une offensive contre les oligarques, ces puissances financières et industrielles qui semblaient naguère dicter leurs volontés au Kremlin. V. Gusinski, patron du groupe Media-post, accusé de malversations financières, a été incarcéré en juin 2000. B. Berezovski a

---

<sup>22</sup> Pondering President Putin's First 100 Days, By Jonas Bernstein, Special to The Moscow Times 24/03/2000

démissionné en juillet 2000 de son mandat de député de Karatchaëvo-Tcherkessie, menacé de poursuite judiciaire pour corruption.

Les premières mesures adoptées par le nouveau président, dès sa prise de fonction en mai, témoignent effectivement d'une volonté de restaurer l'ordre fédéral. Il s'agit pour le pouvoir centrale de réaffirmer sa primauté sur des pouvoirs régionaux qui se sont montrés au fil des ans de plus en plus indépendants et dont le poids a été particulièrement sensible lors de la campagne des élections de la Douma. V. Poutine a affirmé le respect de la « verticale du pouvoir », selon l'expression qui s'est imposé en Russie, notamment en créant sept super-régions ( districts fédéraux ) dirigées par des représentants du président, nommé par lui, chapeautant les 89 entités régionales de la Fédération et veillant à ce que celles-ci n'adoptent pas de réglementations contraires à la loi fédérale. Le choix de ces représentants ( 5 sur 7 sont issus de l'armée ou du FSB – successeur du KGB ) a souligné le poids des forces de l'ordre dans ce processus nouveau.

L'ancien chef du FSB représente aussi une certaine continuité avec le passé, ce qui ménage encore une autre partie de l'électorat. Bref, dans l'imagerie populaire, il se construit la réputation d'un homme combatif et implacable ; il semble capable de mettre fin à une série de capitulations sur la scène internationale, vécues comme autant d'humiliations : "devenir une puissance de second rang, nous ne l'accepterons jamais", déclare-t-il à l'automne 1999. Sa détermination face aux "bandits tchéchènes", commodes ennemis de l'intérieur, renforce cette image.

Les raisons de sa popularité sont multiples<sup>23</sup>. Mais il profite surtout du bénéfice de la nouveauté, son atout majeur dans une société toujours prête à espérer, toujours en attente d'un chef, d'un sauveur. Ainsi malgré son absence de charisme, malgré la brutalité de ses expressions ("aller buter les Tchétchènes jusque dans les chiottes", "leur en foutre sur la gueule"), "l'effet Poutine" fonctionne. Et chacun de s'étonner du formidable "sursaut de la conscience nationale" qu'il provoque, dans un pays qui a tendance à se considérer lui-même comme indiscipliné et divisé.

### 2.1.2 : Faire adhérer les élites russes : ne pas abandonner l'ambition internationale.

---

<sup>23</sup> Who is Putin ? , CNN 27/03/2000

Les élites russes sont prêtes à tout, mais elles n'accepteront jamais que leur Etat perde son statut de puissance souveraine ayant un rôle à tenir sur la scène internationale. L'Occident doit comprendre que revenir à une politique de rebuffades envers la Russie signerait, tout d'abord, la fin de V. Poutine en tant qu'homme politique, mais surtout la fin d'un processus de normalisation favorable à la stabilité du continent européen car la Russie n'abandonnera jamais son ambition internationale. La Russie n'a pas oublié qu'il y a à peine plus dix ans les concessions unilatérales de Gorbatchev sur la réunification de l'Allemagne et le retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est avaient été considérés par l'Occident comme la " défaite de l'URSS ". Il serait très néfaste que cela se répète.

L'homme de la situation. A son arrivée à la tête de l'Etat, V. Poutine avait un handicap majeur face à l'opinion publique russe : il était le dauphin de Eltsine. Mais retournant la donne avec une habileté remarquable, il a réussi à s'imposer à beaucoup comme l'homme de la situation. Bien qu'il n'ait pas de véritable programme politique, son message, délivré à coup de petites phrases et de slogans, est susceptible de plaire au plus grand nombre : d'une part, le soutien aux "réformes" et à "l'insertion [de la Russie] dans l'économie mondiale", ce qui peut rallier à lui les forces de la droite libérale ; d'autre part, le retour d'un Etat fort, ce qui ne peut être qu'approuvé par tous, après les chaos de l'ère Eltsine. Même parmi les plus démocrates, on attend beaucoup de lui, notamment dans le domaine de la lutte contre la corruption. Car discipline et raison d'Etat, héritages de sa "culture" de KGBiste, sont les priorités de son discours.

A quelles résistances Poutine peut-il se heurter ?<sup>24</sup> Il y a des grincements de dents dans des cercles qui ne sont plus très importants, l'armée, les services de renseignement. L'armée est beaucoup moins influente politiquement depuis dix ans. V. Poutine a marginalisé les extrémistes. Sa formule politique réussit assez bien, le nationalisme à l'ancienne a moins d'influence en Russie. V. Poutine paraît vouloir recourir à un nationalisme plus moderne, plus européen, où la position géopolitique dans ce symbolisme assez vain du statut de grande puissance importe moins. V. Poutine est très réaliste sur la position de la Russie et sur ses faiblesses.

Les milieux économiques, et particulièrement les entrepreneurs, sont dans l'expectative, mais donne leur confiance à V. Poutine car son gouvernement semble vouloir libérer l'économie de

---

<sup>24</sup> Le cercle des compagnons de l'ombre , Véronique Soulé, Libération 28/03/2000

l'idéologie : une certaine « désidéologisation »<sup>25</sup> de l'économie. Le communisme empêchait l'économie de vivre. On l'a remplacé par la version russe du libéralisme : les actions pragmatiques vont enfin prendre le dessus. Ils demandent au gouvernement d'être clair et d'assurer des conditions égales pour tous en matière d'activité économique. Soit il dit du bout des lèvres qu'il va le faire, tout en laissant l'oligarchie conserver ses positions privilégiées. Soit il règle le problème qu'elle représente : Il semble que V. Poutine est la volonté et la possibilité d'agir. Par ailleurs, ils s'interrogent sur une éventuelle révision du processus de privatisation. Est-elle à l'ordre du jour et comment serait-elle menée ? Jusqu'ici, l'attitude de Poutine est assez comparable à celle qui avait été adoptée auparavant par Primakov, alors Premier ministre : « Si tout va bien, nous n'aurons pas à intervenir, mais là où ça va mal nous interviendrons ». Je ne crois pas qu'il puisse en dire davantage. C'est une affaire complexe.

Compte tenu du potentiel économique et intellectuel qui a été préservé, la Russie pourrait alors s'orienter vers une croissance durable. L'activité engendre l'épargne, qui facilite la reprise des investissements. C'est ainsi qu'on rétablit la confiance du citoyen et des entrepreneurs envers l'Etat. Ce scénario est le seul qui permette à la Russie de devenir un pays normal, démocratique, au lieu d'une zone de permissivité criminelle.

Enfin, V. Poutine tient à s'entourer d'homme, à la fois d'expérience, mais aussi audacieux et modernes. Alliance de l'ancien et du nouveau reste l'élixir de jeunesse le plus subtilement dosé pour la Russie. Ce sont les stratégies de V. Poutine<sup>26</sup> :

Gleb Pavlovski, le conseiller occulte en communication : cet historien de 50 ans, revenu de la dissidence - qu'il a fini par considérer comme "un combat sectaire contre son propre pays" -, a nourri rapidement l'idée d'un "pacte de l'intelligentsia avec le pouvoir". A la fin des années 80, après plusieurs années d'exil dans le nord, l'ancien éditeur de samizdats se lance dans l'information, armé du "cynisme" qui, selon le magazine russe Profil, définit déjà le personnage. En 1996, il rejoint l'équipe de campagne de Boris Eltsine et travaille à donner une "image positive" du président, qui sera réélu. Il décroche alors le titre de "P.R. occulte" (de l'anglais public relation). Sa célébrité croît rapidement avec le développement de l'Internet russe, dont il devient l'une des figures clés. Il crée et dirige les

---

<sup>25</sup> "Un retour massif des libéraux au pouvoir est inévitable" , Anatoli Tchoubaïs/Evguenia Albats, Courrier International 27/01/2000.

<sup>26</sup> Poutine nomme ses hommes de main , Véronique Soulé, Libération 20/05/2000



sites d'information SMI-ru et strana.ru. Dès 1999, il conseille à Boris Eltsine de céder la place à Vladimir Poutine. Depuis, le "polit'technologue" a obtenu de ce dernier "la possibilité tant désirée d'influer sur la politique du Kremlin". Son dernier opus, publié sur strana.ru le 13 novembre, s'intitule : "La thèse du renforcement de la verticale du pouvoir doit être corrigée." Il y énonce sa nouvelle doctrine sur "la consolidation de la société civile comme base de l'Etat national" et souligne la nécessité de "purgés" dans l'entourage de Poutine. Ce qui fait dire au quotidien Rossia que "comme Léon Trotski, il prêche désormais la révolution permanente".

Andreï Illarionov, l'avocat du libéralisme : il a un jour déclaré : "Je prêche les idées des années 60 qui disaient : 'Soyez réalistes, demandez l'impossible !'" Nommé conseiller économique du président en l'an 2000, à l'âge de 39 ans, il a énoncé immédiatement ses sept commandements : ne pas voler, ne pas faire marcher la planche à billets, ne pas emprunter à la population, ne rien demander aux créanciers étrangers, honorer ses dettes, ne pas faire de régulation monétaire, limiter l'ingérence de l'Etat dans l'économie et la sphère sociale. Son ultralibéralisme a la qualité rare de s'allier à une indifférence totale à l'égard des libertés civiques. C'est peut-être ce qui a plu à Vladimir Poutine.

Sergueï Pougatchev, l'oligarque favori : ce discret banquier de 38 ans dirige depuis 1992 la Mejprombank (Banque industrielle internationale). C'est un intime de Poutine depuis 1990. Son enrichissement remonte en partie à l'époque où la Mejprombank était la banque de l'intendance du Kremlin. Il est l'auteur de la théorie de "l'éloignement équidistant des oligarques", qui a entraîné la déchéance des magnats Vladimir Goussinski et Boris Berezovski. D'après Moskovski Komsomolets, Pougatchev pourrait reprendre la direction de la quatrième chaîne, l'ancienne NTV, dont Goussinski a été dépossédé.

Malgré les frustrations régulières subies par les élites russes, elles ont renoncé pour la majorité au messianisme couteux et improductif et accepté désormais que la Russie ne soit qu'une puissance limitée, pôle parmi les pôles au sein du monde multipolaire qu'elles appellent de leurs vœux. Pour les élites la faiblesse de la Russie proviendrait de la classe politique qui n'aurait pas fait en sorte que le pays sortent de la crise économique et que l'Etat ne soit pas irrémédiablement affaibli : V. Poutine est en bonne voix pour faire démentir cette spirale de l'échec.

### 2.1.3 : Convaincre les Occidentaux : le virage vers l'Occident.

La Russie s'est rangée aux côtés des Etats-Unis<sup>27</sup> pour participer à la lutte contre le terrorisme. A-t-elle pour autant accepté de rentrer dans le rang ? L'Ouest échaudé ne sait plus trop qu'en penser<sup>28</sup>.

Amorcé depuis longtemps, le virage a été pris, ostensiblement, le 11 septembre. La Russie s'est rangée aux côtés de l'Occident, ou plus exactement des Etats-Unis. Il s'agissait de participer à la lutte contre le "terrorisme" et pour la "civilisation", mais surtout d'entrer dans le club des gens respectables, partageant les mêmes valeurs, et se congratulant mutuellement.

Le virage américain de Vladimir Poutine est-il sincère ? En fait, son initiative n'est pas si surprenante. Tout effort de grande envergure entrepris pour combattre une organisation terroriste en Asie centrale est très nettement dans l'intérêt du président russe. La seule objection que la Russie pourrait opposer à un tel effort serait fondée sur un calcul géopolitique selon lequel cette entreprise servirait encore plus les intérêts des Etats-Unis et encouragerait d'éventuelles velléités d'encercler la Russie ou de renforcer la position américaine en Asie centrale. Lorsque V.Poutine a été interrogé à ce sujet durant son séjour aux Etats-Unis à la mi-novembre, il a fait preuve de pragmatisme. A la personne qui lui demandait s'il était inquiet du renforcement des positions américaines en Asie centrale, il a répondu en substance : « ce qui m'inquiète, ce n'est pas la position des Etats-Unis en Asie centrale, c'est le terrorisme qui passe de l'Asie centrale à la Russie ».

Quant à sa relation avec l'Occident au sens large, Poutine dit depuis un certain temps que son objectif est la modernisation de la Russie et son intégration dans le monde occidental. Il ne semble pas avoir les mêmes réticences nostalgiques sur l'intégration que d'autres responsables traditionnels de la politique étrangère russe. Il semble moins prisonnier de cette approche compétitive, moins préoccupé par l'idée que la stature de la Russie en serait diminuée par rapport à l'Occident. Staline disait de Churchill et Roosevelt : "Tous les deux vont vous voler, mais Churchill prendra les petites pièces tandis que Roosevelt, lui, il veut les grosses." V. Poutine est en train de montrer que, lui aussi, ce sont les grosses pièces qui l'intéressent. Les Occidentaux font beaucoup de cas du passage de V. Poutine par le KGB. Mais ce que l'on a moins souligné, c'est qu'il a fait ses classes au KGB en Europe, en Allemagne, ce qui en fait quelqu'un de différent, par exemple, d'E.Primakov, qui, lui, avait évolué au

---

<sup>27</sup> Can Vladimir Putin Save Russia ? , By Henry Plater-Zyberk, Conflict Studies Research Centre, Sandhurst UK 01/2000

<sup>28</sup> Putin Is Russia's Front-Runner, but His Plans Are a Mystery, By Michael Wines, The New York Times 22/03/2000

Proche-Orient. Les amis naturels de Primakov sont donc des gens comme Saddam Hussein, tandis que V. Poutine est beaucoup plus enclin à se tourner vers G. Schröder ou Tony Blair.

Ce virage a-t-il changé quelque chose ?<sup>29</sup> Et si la Russie a changé, c'est par rapport à quoi ? Depuis dix ans, depuis qu'elle est réduite à elle-même, privée de ses colonies, elle n'a pas cessé de susciter des espoirs et des désespoirs. Elle s'était autoproclamée "démocratique" dès le début des années 1990, mais aujourd'hui elle ne prétend à guère plus qu'un statut de "semi-démocratie". Avec ses élections douteuses, ses députés adeptes d'une fausse opposition et d'une vraie corruption, son administration présidentielle tentaculaire, ses immenses contrastes sociaux, ethniques, géographiques, son désordre ambiant qui résiste à la "dictature de la loi", la Russie reste un pays dur aux faibles et doux aux puissants, à condition qu'ils courbent l'échine devant un pouvoir central en pleine renaissance. Un pays où les citoyens doivent toujours obtenir une autorisation de résidence - lointain héritage du servage -, où, malgré la réforme en cours de la justice, les juges restent le plus souvent aux ordres ou corrompus.

Tout au long de son histoire, la Russie a cherché à l'extérieur un exutoire à ses échecs intérieurs. C'est ainsi qu'elle a construit son empire, les tsars puis les secrétaires du parti soumettant les peuples étrangers en même temps qu'ils imposaient au leur l'esclavage ou la dictature. Les Russes - leurs dirigeants, leurs généraux, mais aussi les simples citoyens - ont-ils définitivement admis que cette histoire-là est terminée ? Ou bien, eux qui doivent se contenter aujourd'hui d'une "semi-démocratie", rêvent-ils encore à un "semi-empire" ? Leur premier souci est de toute évidence de conserver l'intégralité de la Fédération de Russie, qui est elle-même un conglomérat de peuples dominé par Moscou. Les vellétés d'autonomie du Tatarstan, voire de certaines régions sibériennes, ont été contenues. Mais garder l'intégralité du Caucase du Nord suppose que soit définitivement réduit le foyer d'insubordination tchéchène : c'est l'un des enjeux de la guerre.

L'Ouest, échaudé, ne sait plus trop qu'en penser. Eblouies jadis par Gorbatchev, bluffées ensuite par Eltsine, les opinions occidentales ont accueilli avec méfiance Vladimir Poutine. Il n'avait, a priori, pas grand-chose pour plaire. Il avait été porté à la présidence dans des circonstances obscures, sur fond d'attentats inexplicables et de guerre en Tchétchénie, par des hommes qui souhaitaient

---

<sup>29</sup> What Awaits Russia and the EU in the 21st Century ?, Alexander Rahr, German Society for Foreign Affairs, in Center for Strategic & International Studies 06/01/2000

préserver leurs intérêts du naufrage du régime Eltsinien. Ancien du KGB, il en avait le style, l'apparence, et s'appuyait sur les "structures de force" pour asseoir son pouvoir. Son langage souvent brutal et ses accents "grand-russes" rappelaient de mauvais souvenirs.

Peu à peu, pourtant, les choses, ou leur perception, ont changé. On a commencé à se dire, d'abord en Russie, ensuite en Occident, qu'un homme d'ordre et d'autorité était précisément ce qu'il fallait à un pays en pleine anarchie. Le "despotisme éclairé" n'était-il pas ce qui, dans l'histoire, avait le mieux réussi à la Russie ? Certes, Boris Eltsine s'était lui-même posé en nouveau Pierre le Grand, avant de finir en roi fainéant manœuvré par les maîtres du palais. Mais Poutine, en dépit de sa taille, de ses origines modestes, paraît plus crédible dans ce rôle. Il s'est attaché à restaurer l'autorité de l'Etat (c'est-à-dire la sienne) dans les régions, a fait mettre genou à terre aux oligarques qui pillaient la Russie, ou plutôt à ceux d'entre eux qui avaient cru pouvoir le défier. Tout cela n'a pas été sans bavures : son entreprise de mise au pas systématique des médias russes a soulevé des protestations, et elle en soulève encore, mais plutôt pour la forme. La guerre menée en Tchétchénie est toujours aussi nauséabonde, ignoble souvent - et cette guerre continue.

Mais en Russie la situation a commencé, doucement, à s'améliorer. V. Poutine a eu de la chance : son arrivée au Kremlin a coïncidé avec une forte hausse du prix du pétrole, la principale ressource du pays. Une bonne partie du produit des exportations, et du travail de la population, continue à être volée, les capitaux continuent à fuir le pays, mais moins qu'avant. Les arriérés de salaire sont progressivement payés, la misère des plus pauvres est un peu moins criante, les classes moyennes se débrouillent, les mafieux et les oligarques apprennent à se civiliser un peu, à légaliser leurs magots.

Et puis le "président" a appris, très vite, son métier. L'obscur officier du KGB s'est entouré d'efficaces conseillers en communication qui l'ont placé aux commandes d'hélicoptère et sur des tatamis de judo. L'homme au visage glacial et inquiétant a appris à sourire.

Il a été aidé par ses homologues occidentaux, qui ont vite considéré qu'il était non seulement fréquentable, mais qu'il convenait de le couvrir de fleurs. Tony Blair a donné l'exemple, Gerhard Schröder et Jacques Chirac ont suivi. Mais, surprise, c'est George W. Bush qui lui a apporté la consécration définitive, affirmant, main sur le cœur, que le maître du Kremlin lui inspirait une totale "confiance". Sans doute l'attitude de la Maison Blanche est-elle moins naïve qu'il n'y paraît. Elle tient un peu du "embrasser pour mieux étouffer", et il est clair que l'Amérique d'aujourd'hui ne traite plus avec la Russie sur un pied d'égalité. La nouveauté, c'est que Moscou semble avoir pris acte de cette

réalité, et accepté de jouer selon les nouvelles règles. Mais jusqu'où, et avec quelles intentions ? Peut-on croire sérieusement que la Russie de Vladimir Poutine a accepté de rentrer dans le rang, avec pour toute récompense les marques de considération extérieure qu'on doit à une vieille gloire ou au partenaire qui peut rendre service ?

Il est trop tôt pour dire si ce virage est définitif et il est trop tôt pour dire que nous savons ce que Vladimir Poutine a réellement en tête. Mais, en même temps, il est aussi trop tôt pour le président russe pour commencer à faire marche arrière ou nuancer son soutien. Il doit laisser les choses avancer s'il veut que cela ait un sens quelconque. Et pendant qu'elles avancent, une dynamique peut s'enclencher, pas seulement pour la Russie mais aussi pour d'autres pays auxquels il n'avait peut-être pas pensé. Nous ne savons pas jusqu'où Poutine veut aller dans cette affaire, mais nous ne savons pas non plus jusqu'où Gorbatchev voulait aller - nous ne le savons toujours pas, d'ailleurs. Ce que nous savons, c'est que le processus, à l'époque, a acquis sa propre dynamique et qu'aujourd'hui il faut que le mouvement russe donne au processus une force et un fondement tels que, au bout du compte, la réalité des préférences de Poutine n'importe plus vraiment.

## 2.2 : Une puissance européenne : vers la normalisation.

### 2.2.1: De la géopolitique à la géoéconomie, le sens d'un réajustement .

L'« économisation » de la politique extérieure<sup>30</sup> avec priorité au partenariat avec l'Occident dure depuis la période Gorbatchev . Depuis, le principe s'applique avec plus ou moins bonheur de Kozyrev à Ivanov en passant par Primakov. Avec le constat du recul irrémédiablement géostratégique et diplomatique russe, V. Poutine a accéléré le processus avec un début de reprise de l'économie mondiale, composant avec les symboles et les mythes russes et s'appuyant sur l'opinion du « nouvel homme russe » qui exprime en substance que la Russie doit devenir un Etat dont la puissance repose sur le bien-être de ses citoyens<sup>31</sup>, un Etat avec une économie de marché. V. Poutine, reprenant la théorie des Nations Unis qui dit que la démocratie ne peut s'épanouir dans un pays économiquement sous-développé, fonde sa vision de la « nouvelle Russie » sur le triptyque des notions interdépendantes suivantes : Economie – démocratie – droit international.

On pourrait à juste titre considérer que les dernières années de la politique internationale du régime soviétique et les premières années de celle de la nouvelle Russie ont été marquées par une oscillation cyclique comparable, entre la primauté des considérations militaires, stratégiques et géopolitiques et la réalisation de leurs coûts et de

---

<sup>30</sup> The Fatal Flaws of Perestroika, Stratfor 03/2000

<sup>31</sup> Putin's Economy (II), Bary Wood, Voice of America/FAS 17/03/2000  
Putin's Economy (I), Bary Wood, Voice of America/FAS 16/03/2000

leurs limites, suivie de la recherche de nouvelles approches. La récurrence du phénomène sous une forme cyclique apparaît révélatrice des tendances profondes qui habitent la politique internationale russe, et sa mise en perspective permet d'éclairer celles qui se sont manifestées depuis un an.

On se souvient que lorsque Gorbatchev était arrivé au pouvoir, l'écart entre la puissance internationale de l'URSS et la base économique sur laquelle elle reposait avait atteint un seuil critique. L'URSS n'avait plus les capacités d'une puissance fondée essentiellement sur des moyens militaires et ses grands succès géopolitiques se révélaient fragiles. Négligée, l'économie prenait sa revanche sur le politique, le stratégique et le militaire. Gorbatchev s'attaqua à un renversement fondamental de priorité, ce qui devait nécessairement s'accompagner d'une profonde transformation idéologique et d'une nouvelle vision du monde. Celle-ci et sa politique eurent pour priorités le désarmement, le renforcement des interdépendances économiques et politiques et des organisations internationales, dans un processus de réconciliation universelle.

L'idéalisme de ces objectifs et de la vision du monde qui les sous-tendait s'était fortement accentué après la fin de l'URSS. Dans une première phase de l'existence de la nouvelle Russie, Eltsine et son entourage partageaient une conception idyllique de l'économie de marché et de ses vertus. Elle était porteuse de démocratie et de prospérité rapide et elle avait mis fin à toute divergence d'intérêts fondamentaux entre la Russie et le monde occidental. La Russie entra de plain-pied dans les rangs du " monde civilisé " et son intégration constituait explicitement la priorité de sa politique extérieure, bien avant ses relations avec le " proche-étranger ". Cette phase dura un peu plus d'un an.

La poursuite et même l'aggravation de la dégringolade économique, l'affaiblissement dramatique des positions et de l'influence internationale de la Russie et les désillusions à l'égard du partenariat et de l'aide de l'Occident, ramenèrent rapidement et bruyamment dans les rangs de l'opposition nationaliste et plus lentement et de façon plus rampante dans les cercles du pouvoir, les considérations géopolitiques et stratégiques. L'ancien espace soviétique fut officiellement déclaré sphère d'influence et des " intérêts vitaux " de la Russie. Malgré son affaiblissement considérable, la Russie était encore une puissance militaire respectable et ses forces armées importantes (même si en pleine crise) furent mises à contribution pour rétablir l'hégémonie de la Russie dans son " proche-étranger ". À cet effet, les dirigeants eurent recours à une pratique quasi ancestrale en jouant sur les conflits interethniques de leurs voisins pour s'imposer comme arbitre incontournable et faire accepter leur présence militaire. Elle put ainsi rétablir ou maintenir sa présence militaire en Géorgie, en Arménie, en Moldova et en Ukraine en manipulant avec une étonnante dextérité les conflits de l'Abkhazie, du Nagorno-Karabach, de la Transdnestrrie et de la Crimée. Ainsi, en 1995-1996, le degré de rétablissement de l'hégémonie de la Russie dans l'ancien espace soviétique, malgré sa situation intérieure chaotique, pouvait apparaître comme un succès assez remarquable.

Aujourd'hui, les responsables de la politique extérieure russe considèrent que le développement de la puissance économique<sup>32</sup> de la Russie lui permettra de rétablir son influence ou son autorité sur ses voisins immédiats et sur la scène internationale. À ce constat en apparence simple, un certain nombre de rectifications ont été apportées. Les leçons de la guerre de Tchétchénie ont joué le même rôle. La Russie a reconnu implicitement sa défaite militaire. En se retirant de la Tchétchénie, elle mise sur son quasi-enclavement et sur les leviers économiques qu'elle y détient pour obtenir de Grozny quelque arrangement pragmatique autre que la reconnaissance d'une indépendance totale. Si elle a signé l'an dernier un Traité de paix avec la Tchétchénie où Berezovski a joué un rôle important, c'est surtout en raison de ses intérêts économiques, afin de permettre la réouverture de l'oléoduc par lequel transite le pétrole en provenance de l'Azerbaïdjan et de la mer Caspienne. Dans le Caucase, pour des raisons similaires, elle a rééquilibré sa position en faveur de l'Azerbaïdjan, dans le conflit du Nagorno-Karabach, alors que sa politique pro-arménienne reposait auparavant essentiellement sur des intérêts militaires et des calculs géopolitiques. Berezovski, après avoir quitté le Conseil de sécurité, est réapparu sur la scène politique, au printemps de 1998, comme secrétaire exécutif de la CEI, nouveau poste créé pour lui par Eltsine.

Pendant la majeure partie de ces dix dernières années, le pays a pédalé dans la semoule. Tandis que la plupart des pays d'Europe de l'Est, après une période de confusion, se sont rapidement engagés sur la voie de la prospérité, la Russie, elle, a traversé crise après crise. Mais sans doute était-ce trop tôt. Car, cet automne, tout donne à penser que la Russie a enfin atteint un cap important, celui que les Européens de l'Est ont franchi vers le milieu des années 90 : le statut d'un pays plein d'espérances, politiquement stable et qui est en train de mûrir. Les spécialistes de la Russie en attribuent le mérite principalement à V. Poutine, qui, d'une main de fer, a remis de l'ordre dans le chaos russe et lancé des réformes d'inspiration libérale. Il a profité de l'effondrement de l'économie en 1998 et fait taire toute opposition politique à une refonte de l'économie. Mais il faut également saluer le peuple russe, qui a tiré les leçons du capitalisme une fois qu'il a compris que le talent et le travail constituaient un chemin aussi court vers la richesse que les relations politiques ou mafieuses. "Ce qui a vraiment changé, c'est que les gens tiennent maintenant un langage différent, ils parlent de fabriquer des produits ou de vendre des services, et de se faire payer pour cela - en argent", note Allan Hirst, le président de la banque américaine Citibank en Russie.

---

<sup>32</sup> La Russie en quête de "new deal" , Jean Radvanyi, Le Monde Diplomatique 03/2000

### 2.2.2: L'expression d'un besoin réciproque .

L'Europe et la Russie restent les acteurs d'un destin commun. Les avenir réciproques de ces deux pôles mondiaux importants se croisent, aujourd'hui, pour ne plus jamais se séparer.

Le lendemain de son discours du 25 septembre 2001 à Berlin, V. Poutine, dans son discours à la Villa Huegel de la Fondation Krupp, à Essen, évoque le thème du développement de potentiels économiques et politiques à l'échelle mondiale. S'exprimant en allemand, « la langue maternelle de Goethe, Schiller et Kant », Poutine a déclaré : « Nul ne met en doute la grande valeur des relations entre l'Europe et les Etats-Unis. Tout simplement, je pense que l'Europe consolidera largement et pour longtemps sa réputation de centre politique mondial puissant et effectivement indépendant si elle parvient à unir ses propres potentialités à celles de la Russie, avec les ressources humaines, territoriales et naturelles, avec le potentiel économique, culturel et défensif de la Russie. »

Depuis, les deux partenaires ont poursuivi les principaux axes de leur coopération qui dénote une volonté russe de normalisation : dialogue et coopération sur des questions politiques et de sécurité, incluant la gestion de crise, le partenariat dans le domaine de l'énergie et l'espace économique européen commun.

A la suite des attaques terroristes perpétrées le 11 septembre 2001, un sommet entre l'UE et la Russie s'est tenu le 3 octobre 2001 à Bruxelles<sup>33</sup>, qui a porté avant tout sur les quatre sujets suivants :

- Les deux partenaires ont décidé de renforcer leur coopération pour combattre le terrorisme international. Ils ont convenu, dans le cadre des structures et organes prévus par l'Accord de partenariat et de coopération, d'étudier les conditions et dispositions pour faciliter les échanges d'informations relatives aux activités et aux mouvements d'individus ou de groupes appartenant à des réseaux terroristes, à la livraison d'armes et d'explosifs et aux nouvelles formes de terrorisme, notamment aux menaces que représentent les armes nucléaires, biologiques et chimiques.

---

<sup>33</sup> J. Radvanyi, La nouvelle Russie, A.-Colin, 2001



- Le dialogue et la coopération sur les questions politiques et de sécurité seront intensifiés et porteront essentiellement sur les aspects les plus opérationnels en rapport avec les thèmes d'actualité politique internationale. En plus des mécanismes de consultation déjà en place, il a été décidé, en fonction des événements, d'organiser des réunions ponctuelles entre le Comité politique et de sécurité (COPS) ou son Président et la Russie, y compris au niveau des ambassadeurs. Par ailleurs, des réunions mensuelles auront lieu entre la Troïka du COPS et la Russie, pour faire le point sur les consultations en matière de prévention et de gestion des crises. Il a aussi été annoncé que les modalités d'une éventuelle participation de la Russie à des opérations de gestion des crises, de nature civile ou militaire, seraient développées en fonction des avancées de la PESD.

- Afin d'élaborer le concept d'Espace économique européen commun, il a été décidé de mettre en place un groupe commun de haut niveau, siégeant deux fois par an, et mandaté pour étudier la possibilité de renforcer les relations entre l'UE et la Russie par une plus grande intégration économique et une harmonisation plus étroite des législations. Par la suite, le Président Poutine a exprimé l'espoir que ce dialogue renforcé et régulier sur des questions politiques et de sécurité pourra déboucher, à l'avenir, sur la création d'une structure permanente UE-Russie couvrant l'intégralité des enjeux de sécurité en Europe.

- Pour ce qui est de la préparation d'un partenariat énergétique UE/Russie, les deux partenaires ont considéré que la phase initiale, analytique, du dialogue était achevée, et qu'il convenait de passer de la phase préparatoire à la phase politique pour prendre les décisions nécessaires. Des progrès tangibles devraient être obtenus dans un certain nombre de domaines, incluant l'amélioration de la base légale en Russie pour la production et le transport de l'énergie, ainsi que la mise au point de l'accord sur le partage de la production. Certaines nouvelles infrastructures de transport d'énergie, comme le gazoduc Yamal-Europe qui traverse le Bélarus et la Pologne, devraient être reconnues d'intérêt commun et d'autres initiatives devraient être envisagées. Un comité de haut niveau, chargé du suivi des progrès sur ces différents dossiers, soumettra un premier rapport au printemps suivant.

La Russie a besoin d'Europe. Plus que jamais, les Russes se sentent européens, ont un désir d'Europe, veulent faire partie de la famille européenne. Certes, les Etats-Unis demeurent au niveau

stratégique et mondial un partenaire incontournable. C'est avec eux que l'on parle nucléaire, défense, anti-missiles, OTAN, Asie Centrale, Caucase, pétrole, Chine. Mais, malgré des courants contraires, anti-occidentaux, nationalistes et même religieux, le tropisme européen retrouve sa vigueur. Et, c'est là que la France et l'Allemagne ont un rôle à jouer. Chacune pourrait être tentée de jouer ses cartes dans une relation bilatérale avec Moscou, alors qu'en agissant ensemble elles peuvent exercer une influence décisive sur le processus d'attraction de la Russie vers l'UE. Il ne s'agit certes pas de lancer aujourd'hui une procédure de candidature russe à l'UE, même si « génétiquement », culturellement et chrétiennement, la Russie est d'Europe beaucoup plus que la Turquie, mais il s'agit plutôt de ne pas lui fermer la porte au bout d'un chemin qui, inévitablement, sera long.

L'Europe a besoin de la Russie. L'actuel Président suédois de l'Union Européenne - se souvenant peut-être de la défaite du roi Charles XII devant Pierre le Grand à Poltava - l'a fermement rappelé à Stockholm : « Nous partageons un continent avec la Russie et nos frontières communes seront encore plus grandes après l'élargissement - Il est donc de la plus haute importance d'intégrer la Russie à l'Europe et d'encourager ses réformes économiques ». La Russie n'est pas encore, c'est évident, un « état de droit » ni une véritable démocratie pluraliste. Ici et là des signes d'autoritarisme apparaissent. Le renoncement à être une puissance impériale est loin d'être assumé dans certains milieux qui votent « nationaliste », tandis que la nostalgie d'un régime qui offrait à ceux qu'il n'emprisonnait et ne déportait pas des prestations quasi gratuites amène encore à voter « communiste ». Mais, tout cela étant dit et su, il y a un peuple russe qui souhaite se « débarbariser » et se « civiliser ». pendant longtemps on pouvait s'interroger à juste titre sur les arrière-pensées de neutralisation et de découplage de l'Europe... Aujourd'hui, elles semblent avoir disparu. Ainsi, il serait grave que la porte de l'Europe se referme et que la Russie soit emportée par quelque nouveau démon vers d'autres rivages que ceux de l'Europe. L'UE doit aider la Russie, car la sécurité à long terme de l'Europe exige une Russie prospère. La bonne intégration de la Russie est un préalable à la création d'une Europe sûre et stable.

### 2.2.3 : La Russie aux portes de l'Europe : vers la normalisation.

La Russie se trouve effectivement aux portes de l'Europe, sans être candidate à l'intégration à l'UE, pour deux raisons principales :

- prioritairement, par nécessité économique afin tant de faire décoller définitivement la

société russe, que de peser d'un poids proportionnel à la réalité de ses capacités dans les instances mondiales (G8, OMC, FMI, ...). Ce décollage permettrait à la Russie de passer d'une « semi-démocratie » à une démocratie pleine et entière profitant d'un contexte économiquement et socialement apaisé.

- par nécessité politique en tentant de couper l'Europe de l'influence "atlantique", non par soucis de découplage avec des arrières pensées profondément anti-américaine, mais à des fins de plaider pour un monde « multipolaire » où la Russie normalisée aurait sa place.

L'Europe est, en effet, détentrice des ressources économiques indispensables à la réalisation des ambitions du Kremlin. En particulier, l'Europe est le terrain favorable à la création du " pont énergétique " au départ de la Russie, pont à deux voies : l'une, économique, sous forme de monnaie d'échange pour les investissements européens et l'apurement de la dette extérieure russe, l'autre, politique, sous forme de création d'une sorte de dépendance de l'Europe, aux dividendes encore imprévisibles... Mais, "Aux portes de l'Europe", ne signifie pas pour autant aux portes de l'Union Européenne : " la voie de la Russie en Europe ne passe pas par l'adhésion à l'Union Européenne, mais par des coopérations bi-latérales, qui feront entrer la Russie dans l'Europe, non de jure, mais de factc... " Il reste que la coopération commerciale, même bi-latérale, s'accommode mal de règles du jeu disparates, et si la Russie veut garder ses clients proches et continuer à bénéficier de la manne des prêts européens, elle devra très vite adapter ses lois internes pour plus de rigueur dans la conduite du budget, plus de régularité dans le service de la dette extérieure, plus de transparence dans les transactions bancaires, plus de libéralisme dans le contrôle des énergies.

Dans ce cadre, la Russie, si elle n'est pas prête à intégrer l'UE, n'en est pas moins la bénéficiaire d'une dynamique qui va l'amener vers une prospérité d'où découlera apaisement social et épanouissement de la démocratie et, en particulier de la société civile : c'est l'une des voies vers la normalisation.

Le deuxième volet concerne plus généralement les rapports triangulaires et interdépendants entre les Etats-Unis, l'Europe et la Russie : V. Poutine adopte dans ce domaine une politique qui peut être qualifiée d'européenne dans le sens où il joue résolument la carte du vieux continent. En effet, il propose une alternative à « l'atlantisme » : V. Poutine développe des partenariats-contrepois dirigés contre les velléités de domination américaine et orientés vers la consolidation d'un monde multipolaire. Certes, le partenariat politique et de sécurité avec l'UE ne semble pas suffisamment affirmé pour que la Russie, couplée à l'Europe, conçoive un dialogue de « grand à grand » avec Washington. De plus, certains sont prêts à continuer à jouer à plein des divergences entre l'UE et les Etats-Unis, notamment, à propos de la question du rôle des acteurs européens au sein de l'OTAN. Cependant, V. Poutine tente de lever les ambiguïtés de la position russe à l'égard de l'Europe : considérant que Washington n'est plus

l'acteur principal de l'isolement européen de la Russie, le Kremlin joue la carte de l'UE en matière économique, et celle de l'OSCE en ce qui concerne la prévention des conflits. Par ce fait, Moscou tente de trouver sa place dans un monde multipolaire, un monde certes avec une hiérarchisation des pays, mais sans hégémonie, afin de « se normaliser sans perdre son âme ».

### 2.3 : Une puissance régionale à dimension globale.

#### 2.3.1 : La politique résolument de « puissance ».

La Russie n'abandonnera jamais de part son histoire, sa culture et ses capacités, sa volonté de conserver un politique de « puissant »<sup>34</sup>. Le sentiment persiste que la Russie n'a pas d'autre choix que d'être une grande puissance. Face à la « non-démilitarisation » des relations internationales, la Russie, loin de se retourner sur ses relations ambivalentes entre le facteur militaire et économique, se décomplexe, se dépassionne et aborde les problèmes avec pragmatisme, certes, mais sans perdre de vue leur capacité d'influence.

Pour répondre au défi posé par les orientations de la politique américaine dans un espace géographique que Moscou considère comme vital, la Russie a pris une série de mesures depuis la première moitié de l'année 2000. C'est ainsi que la nouvelle doctrine guidant la politique étrangère de la Russie sous la présidence de V. Poutine a été rendue publique le 10 juillet 2000 par Igor Ivanov. Elle complète les doctrines militaire et stratégique adoptées au cours du premier semestre 2000 et remplace la "doctrine Kozyrev" édictée le 23 avril 1993.

Cette nouvelle doctrine est qualifiée de "pragmatique" par le président russe. Son objectif est d'aider à résoudre les problèmes internes de la Russie. Les commentateurs ont toutefois relevé la contradiction entre le caractère "pragmatique" de la doctrine mis en avant par le président russe et la lutte contre l'hégémonisme américain qui apparaît dans les trois documents rendus publics au cours de l'année 2000. L'équilibre entre les deux objectifs sera sans doute délicat à instituer. De manière générale, la nouvelle doctrine engage la Russie dans une sorte de retrait géopolitique. Elle devrait ouvrir une période de "recueillement", pour reprendre l'expression appliquée à la politique française à

---

<sup>34</sup> Putin's Future Russia May Resemble the Soviet Past, By David Hoffman, Washington Post Foreign Service 21/03/2000

la suite de la défaite de 1870, où la priorité devrait être donnée à la protection des intérêts de la Russie, non de ses intérêts fantasmés, mais de ses intérêts concrets.

Cependant, cette orientation générale ne semble pas exclure dans l'esprit de ses initiateurs le fait que Moscou entende néanmoins conserver une zone d'influence où elle disposerait d'alliés sûrs. Un des objectifs essentiels définis dans la nouvelle doctrine est ainsi l'établissement d'une ceinture d'États amis, d'une sorte de glacis de protection autour de la Russie. Cette "aire d'importance vitale" pour Moscou couvre en fait le territoire de l'ex-Union soviétique. Les relations entre Moscou et les États de la CEI demeurent une des priorités essentielles de la politique extérieure de la Russie telle que définie par le document de doctrine.

Dans le cadre de la CEI, la doctrine révèle cependant une conception où l'intégration politique ne semble plus être l'idée fixe défendue par le Kremlin. Elle mentionne en effet l'idée d'une intégration "à vitesses et niveaux différents" au sein de la CEI. Une telle conception ouvre en théorie la voie au pragmatisme. La nouvelle doctrine énonce par ailleurs que les "relations pratiques de la Russie avec chacun de ces États de la CEI doivent se baser sur leur volonté réciproque de coopérer, de leur disponibilité de prendre en considération les intérêts de la Fédération de Russie, y compris pour ce qui est la garantie des droits des compatriotes russes". Ici, les choses deviennent plus complexes, les "intérêts de la Russie" pourraient ne pas coïncider avec ceux des États de la CEI. Quelles seront alors les réactions de Moscou ?

Pour le moins voici les six orientations de politique extérieure de V. Poutine :

1 - Sauvegarder l'identité stratégique Russe de " Puissance mondiale " ou, au minimum de grande " Puissance Régionale ". La Russie a encore tous les attributs de la Puissance, et V. Poutine ne fait pas mystère des ambitions russes, quand il déclare ( déc. 2000 ) : " D'un coté, nous devons nous affranchir d'ambitions impérialistes, mais, de l'autre, nous devons clairement comprendre où sont nos intérêts nationaux et nous battre pour eux... "

2 - Conserver l'espace Centre/ Est Europe comme zone neutre, glacis entre Alliance et Russie et entre U.E et Russie. A ce titre, établir avec l'Ukraine - dont il n'apparaît pas que l'indépendance puisse être remise en cause - des relations plus serrées que les relations Ukraine / Alliance ou Ukraine / Europe. Le récent accord militaire entre Russie et Ukraine en apporte la démonstration et risque de saper sérieusement les accords de coopération militaire Otan / Ukraine des années 97 et 98.

3 - Placer l'Eurasie sous influence russe.

Dans ce domaine, le retour des Républiques indépendantes de la CEI dans le giron de la Fédération de Russie est, sans doute, un objectif à long terme. A court et moyen terme, ceci implique d'éviter que se crée un axe Tachkent - Bakou - Tbilissi - Kiev - route du pétrole vers l'Ouest - placé sous influence US par le biais de l'Alliance Atlantique, et qui, évitant le territoire russe, ne pourrait que marginaliser la Russie vers le Sud. Le nœud du problème dans ce domaine est incontestablement le problème " Caspien ". L'importance des réserves énergétiques de la zone - zone entendue au sens large, c'est à dire s'étendant de la Mer Noire jusqu'au Sin Kieng chinois, via le Kazakhstan - est telle que le problème ne peut se raisonner uniquement en termes économiques. Politique, géopolitique, géostratégie font partie de l'équation. Celle ci peut se résumer en trois termes :

- statut juridique de la Caspienne : lac frontalier, mer fermée, mer libre, avec les différentes répartitions des richesses du sol et du sous-sol que ceci implique... et qui dira le Droit : les riverains (cinq à ce jour ), l'ONU, la Russie, les États Unis ?

- les problèmes techniques extrêmement lourds, pour l'extraction du pétrole ou du gaz, off-shore en particulier, dus à la nature du terrain,

- et surtout les problèmes liés à l'évacuation de ces matières premières - pétrole ou gaz -aux quatre points cardinaux... Le tracé des oléoducs ou gazoducs implique, en effet, Richesse, grâce aux " royalties " y afférentes, et Puissance de par leur seule existence.

Politiques régionales, locales, géopolitique mondiale s'entremêlent pour aboutir à un nœud gordien d'une rare intensité. De la capacité de Moscou à conserver le contrôle du Caucase, de la Mer Noire, de la Caspienne et de l'Asie Centrale, tout en respectant l'indépendance des nouveaux États, dépendra sa stature de Grande Puissance et la réussite de la transition post-soviétique.

4 - Conquérir " l'accès à la mer " soit au travers des détroits turcs, ce qui pose le problème des relations avec la Turquie, et, à terme, la remise en cause de la Convention de Montreux sur ces mêmes détroits..., soit vers le Sud, grâce à des relations privilégiées avec l'Iran, instaurées par le tracé d'un oléoduc au travers de ce pays, vers le Golfe Persique, et / ou avec l'Inde, qui reste l'un des premiers clients de l'industrie d'armement russe.

5 - La Russie a par ailleurs besoin des richesses économiques que peuvent lui apporter les pays d'Europe ou l'Union Européenne en tant que telle.

Avec l'Union Européenne, le dialogue se focalise sur la problématique " investissements contre énergie", confer la déclaration du Président Poutine à l'issue du sommet de Paris ( oct. 2000 ) : " La Russie est prête à contribuer à une indépendance énergétique à long terme de l'Europe ".

Parallèlement, l'industrie d'armement " européenne " se bouscule pour obtenir des contrats de modernisation des matériels d'armement russes - tel EADS pour la modernisation des MIG 29 destinés à l'Inde ... Ceci ne signifie pas pour autant que la Russie du jour veuille se fondre, politiquement, dans l'Union Européenne, quelle que soit la nature de celle-ci. Dans le jeu russe, la politique domine l'économie, et cette politique est fondamentalement axée sur des relations bi- ou multilatérales avec les divers pays d'Europe, jouant habilement de leurs rivalités pour en tirer des avantages économiques substantiels...

6 - Sur le plan strictement militaire, V. Poutine a approuvé (avril 2000 ) la nouvelle " Doctrine militaire de la Fédération de Russie ". Sans ambiguïté, celle-ci affirme un caractère défensif : attachement à la paix, défense des intérêts nationaux ( ? ) , en ne cachant pas les ambitions : " assurer un rôle de grande puissance sur la scène mondiale «, être l'un des centres influents du monde multipolaire et - fait marquant - avançant la notion d'espace maritime mondial, " océan mondial ", dont la Russie doit être partie prenante. Enfin, la récente nomination de Monsieur Ivanov à la tête de la Défense semble indiquer l'infléchissement de la politique du nucléaire à tout va vers une politique et une doctrine de moyens plus conventionnels (conflits " gelés " du Caucase obligent ? ).

Ces 6 priorités se fondent sur une réorganisation du pouvoir autour du Président et une forte personnalité du régime, au-delà de la lettre de la Constitution de 1993. B. L'enjeu pour la Russie, à la lourde tradition messianique et impériale, est d'arriver à construire une puissance régionale à dimension globale.

### 2.3.2: La dimension régionale : préserver les zones d'influences traditionnelles.

Les choix du ministère russe des Affaires étrangères ont été principalement guidés par une analyse stratégique traditionnelle dont l'objectif était de conserver à la Russie sa sphère d'influence<sup>35</sup> dans la région et de la protéger<sup>36</sup> contre les empiétements des autres acteurs, principalement des États-Unis et de la Turquie, alors que le ministère russe de l'énergie, lié aux compagnies pétrolières et gazières de la Fédération soutenues par les dirigeants des provinces russes bordant la mer Caspienne, a plutôt favorisé la participation de la Russie au développement du potentiel caspien pour des raisons économiques.

---

<sup>35</sup> A. Berelowitch et M. Wiewiorka, Les Russes d'en bas, Seuil 1996

<sup>36</sup> I. Facon et Y. Boyer, La politique de sécurité de la Russie, Ellipses – 2000.

Les options contradictoires de ces deux coalitions d'intérêts au sein du pouvoir russe se sont heurtées à de nombreuses reprises. Cet éclatement des intérêts au sein des différents ministères russes explique le caractère erratique de la politique de Moscou à l'égard de la zone. Comme le soulignait un auteur, contrairement à ses homologues européens ou américain, le ministère russe des Affaires étrangères n'a jamais complètement soutenu ses compagnies pétrolières dans la région de la Caspienne. C'est en partie pour cette raison que les compagnies américaines et britanniques sont aujourd'hui les principaux acteurs dans cette zone, les compagnies russes arrivant seulement en troisième position. Ainsi en Azerbaïdjan, les sociétés russes ne sont parties qu'à 6 des 19 contrats signés par Socar entre 1994 et 1999 pour le développement conjoint des secteurs offshore du pays. Quant à la question des voies de désenclavement pour les productions de la Caspienne, elle n'est toujours pas réglée définitivement comme nous le verrons.

Au regard de l'Asie centrale<sup>37</sup>, en dehors des menaces liées à la conception traditionnelle de la sécurité, Moscou est également confrontée à de nouveaux risques dont certains ne sont que des risques potentiels alors que d'autres sont bien réels. Sans entrer dans le détail, on citera pêle-mêle, les répercussions potentielles d'un conflit entre populations russes et kazakhs au Kazakhstan ou l'afflux de réfugiés en cas de déstabilisation de la zone. En ce qui concerne les risques déjà actualisés, on peut citer l'essor du trafic de la drogue en provenance de l'Afghanistan à travers l'Asie centrale et du crime organisé qui l'accompagne ainsi que la dégradation de l'environnement avec répercussions transfrontalières, notamment en mer Caspienne.

Outre cet ensemble de questions liées à la sécurité, on retiendra que la contiguïté géographique, la présence d'une diaspora russe importante en Asie centrale, surtout au Kazakhstan et au Kirghizstan, ainsi que l'héritage impérial sont autant de facteurs qui invitent la Russie à ne pas se désintéresser de cette zone. Paradoxalement, au moment de l'effondrement de l'URSS, Moscou n'a guère prêté d'attention à sa périphérie centrasiatique. Le premier projet de regroupement entre États issus de l'ex-URSS ne visait en fait que les républiques slaves, démontrant ainsi la préférence des nouveaux gouvernants russes pour une union avec ceux qu'ils considéraient comme historiquement et ethniquement proches. Les gouvernants russes qui orientaient prioritairement la politique extérieure de la Fédération de Russie en direction de l'Occident à l'époque, considéraient en fait l'Asie centrale comme un fardeau qui pourrait freiner le redressement économique mais aussi l'ancrage européen de la Russie. Ils se méfiaient également des élites conservatrices de la région qui risquaient de collaborer



avec les nostalgiques de l'URSS en Russie même. Les premiers moments de la politique extérieure de la Fédération ont donc été marqués par le désintérêt et la négligence vis-à-vis d'un espace que les Russes considéraient d'ailleurs comme essentiellement arriéré et culturellement étranger. La période de la "Perestroïka" n'avait guère contribué à transformer l'image négative qui s'attachait à la région. Au contraire, les scandales qui ont éclaboussé l'Asie centrale à cette époque avaient encore renforcé les préjugés existants.

Il n'est donc guère étonnant que dans un premier temps, les gouvernants russes aient été tentés de prendre leur distance par rapport à une zone considérée comme semi-féodale, conservatrice et corrompue. Contrairement à Moscou, au moment de l'effondrement de l'URSS, les républiques centrasiatiques, désemparées, vont privilégier le maintien de liens avec l'ancienne métropole. La dépendance des républiques dans le domaine économique les pousse dans cette direction. Conscient du problème que constitue la forte minorité russe présente sur le territoire de la nouvelle république kazakhe, le président Nazarbaev sera le plus ardent défenseur du maintien de l'Union puis d'une intégration au sein de la CEI. Alors que dans la période qui suit l'indépendance de la région, le gouvernement russe erre à la recherche d'une politique à l'égard de l'Asie centrale, des voix s'élèvent rapidement en Russie pour demander une réévaluation de la politique étrangère à l'égard de l'ancienne périphérie en général.

Les débats entre "atlantistes" et "eurasianistes", renvoyant aux polémiques de la Russie du XIX<sup>ème</sup> siècle entre "slavophiles" et "occidentalistes", se développent ainsi dès les mois de mars et d'avril 1992. Si on suit le point de vue de S. Gretsky, la distinction souvent opérée dans l'analyse occidentale entre ces deux courants ne doit d'ailleurs pas être exagérée. Les deux camps considèrent la Russie comme un État eurasiatique et partagent ce que l'auteur nomme une "mentalité impériale" à l'égard des nouveaux États nés de l'effondrement de l'URSS. Les deux camps vont d'ailleurs rapidement atteindre un consensus et adopter une approche plus interventionniste à leur égard. Le 15 mai 1992, le Traité de Tachkent fournit un cadre organisant la coopération russo-centrasiatique en matière de défense. Le Turkménistan refuse cependant d'y adhérer. Ce traité symbolise l'intérêt des militaires russes à préserver un espace commun de défense relativement stable pour répondre aux inquiétudes stratégiques de la Russie. Les ambitions russes dans le domaine de la défense commune se heurteront, nous l'avons vu, à la crainte des dirigeants d'Asie centrale de voir la Russie dominer les forces armées communes de la CEI mais aussi aux ambitions de l'Ouzbékistan qui souhaite mettre sur

---

<sup>37</sup> *Europes Orientales, Russie-Asie centrale* (vol 10 de la Géographie universelle) Belin RECLUS 1996

ped ses propres forces militaires avant toute intégration avec d'autres États. En 1994, un auteur notait cependant que les États d'Asie centrale, principalement l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, demeuraient les meilleurs soutiens au renforcement de la CEI mais sur un pied plus équitable. Si les élites d'Asie centrale se sont faites l'avocat de la formation d'une sorte de commonwealth la première année de l'indépendance, elles n'entendaient cependant pas abandonner leur souveraineté politique au profit d'une réintégration. Ce qui les intéressait en priorité, c'était le maintien du soutien économique et militaire de Moscou. Le problème pour les dirigeants d'Asie centrale était de savoir comment utiliser la puissance russe à leur propre profit tout en évitant de retomber sous l'hégémonie de la Russie. La recherche de cet équilibre explique sans doute les fluctuations dans les relations entre Moscou et les nouvelles républiques. Dans les années qui ont suivi l'indépendance, on a en effet assisté à des phases de rapprochement mais aussi d'éloignement entre les États d'Asie centrale et leur ancienne métropole. Pour certains analystes, la politique étrangère de la Russie à l'égard des États de l'ex-URSS a pour sa part oscillé entre une tentation isolationniste latente et une attitude néo-impériale visant à rétablir sa prédominance dans la zone. L'influence contradictoire de ces deux tendances, ainsi que la compétition entre différents groupes d'intérêts et lobbies en Russie, expliqueraient le caractère erratique de sa politique étrangère. Cependant, influencé par les développements tragiques de la situation au Tadjikistan et soumis à la pression des cercles militaires, le gouvernement russe va s'orienter de manière croissante pour le rétablissement de l'influence de la Russie en Asie centrale. Le conflit tadjik fournit à Moscou l'occasion d'envoyer ses troupes en décembre 1992 dans l'ancienne république soviétique pour y maintenir la paix et pour surveiller la frontière avec l'Afghanistan. En hiver 2001, les troupes russes stationnent toujours sur le territoire tadjik.

La tendance au rétablissement d'une sphère d'influence en Asie centrale va être accélérée par la perception croissante au sein des élites que la réduction de la présence russe en Asie centrale profite à d'autres États au détriment des intérêts de Moscou et par la méfiance grandissante au sein des cercles dirigeants à l'égard des intentions des Occidentaux. La politique russe devient plus menaçante à l'égard des républiques de l'ex-URSS au cours des années 1993-1994. La Russie va s'octroyer le droit d'intervenir dans les nouvelles républiques au nom de la protection des minorités russes. A partir de novembre 1993, à travers sa nouvelle doctrine militaire, Moscou s'attribue la responsabilité de protéger les frontières extérieures de la CEI. Un article de 1994 signé par Andranik Migranian, alors membre du Conseil présidentiel de B. Eltsine, considère que l'espace de l'ex-URSS que Moscou baptise désormais "étranger proche" (blizhnee zarubezh'e) est vital pour la Russie. Le remplacement

---

du ministre des Affaires étrangères A. Kozyrev par E. Primakov en 1995 symbolise l'attitude plus autoritaire de Moscou à l'égard de la région. La politique russe se heurte néanmoins à la résistance des États d'Asie centrale. Si en 1991, ils étaient favorables au maintien des liens avec Moscou, dès le milieu des années 1990, la situation a changé. Les élites aux pouvoirs ne sont plus désireuses de retomber sous la coupe de la Russie. L'Ouzbékistan et le Turkménistan vont favoriser l'autonomie alors que le Kazakhstan et le Kirghizstan vont s'efforcer de diversifier leurs relations extérieures. Du fait de l'aide russe, le Tadjikistan, confronté à la guerre civile va demeurer pour sa part plus dépendant à l'égard de Moscou.

Le retour de la Russie en Asie centrale ne s'est pas concrétisé, au contraire, les Républiques d'Asie centrale ont résisté à la pression parfois très forte de Moscou à leur égard et ont réussi à diversifier leurs relations extérieures, transformant la Russie en un acteur parmi d'autres sur la scène régionale. Le projet de CEI imaginé par Moscou comme un instrument destiné à favoriser son influence sur la zone est lui-même un échec. De même, l'union douanière créée en 1994 entre la Russie et la Biélorussie, élargie en 1995 au Kazakhstan, en 1996 au Kirghizstan et en 1998 au Tadjikistan n'a pas véritablement conduit à une plus grande intégration.

Du fait de sa perte de contrôle et d'influence dans la région de la Caspienne, Moscou connaît cependant depuis le début de l'année 2000 un regain d'intérêt pour l'Asie centrale. En Russie, on a en effet l'impression d'avoir été privé de ses zones d'influence traditionnelles par le jeu de la politique occidentale et américaine en particulier. Un groupe d'experts russes du Conseil de politique étrangère et de défense relevaient dans une étude de la Fondation Carnegie que la plupart des élites russes considèrent "la politique américaine envers la CEI, y compris dans la région de la mer Caspienne et dans le Caucase, comme fondamentalement anti-russe".

En conclusion, la politique de Moscou vis-à-vis des anciennes républiques de l'ex-URSS a évolué. Moscou considère désormais que l'indépendance de tous ces États est acquise. En même temps, Moscou se préoccupe beaucoup plus de ses voisins. Et à juste titre, car nombre de ces pays limitrophes sont en crise comme la Géorgie, seul pays frontalier avec la Tchétchénie. Cette politique extérieure russe a été marquée par toute une série de voyages, par la relance de négociations. Dès que Moscou s'intéresse à ses nouveaux voisins, on l'accuse de néocolonialisme. Ce n'est pas aussi simple même si parfois les moyens de pression utilisés sont ambigus. On a ainsi vu la Russie arrêter ses livraisons de gaz et de pétrole à l'Ukraine et à la Géorgie en plein hiver ou rétablir des visas avec la Géorgie, ce qui est une forme de pression.

En resserrant les liens avec les pays de l'ex-URSS, V. Poutine est en passe de restaurer la grandeur de la Russie. La Russie sera une grande puissance régionale. Je ne dis pas une superpuissance mais une grande puissance. Il est évident que la Russie exercera vis-à-vis de

tous ses voisins une influence économique, politique et culturelle très importante. Ce sont des données objectives et naturelles parce que les flux économiques et migratoires sont comme cela.

### 2.3.3: La dimension globale : se tourner vers l'Asie et dépassionner le dialogue avec Washington.

Afin de conserver une dimension globale<sup>38</sup>, Moscou parie sur l'Asie. En effet, en Asie, la Russie recherche les composants ou les attributs de la " Puissance mondiale " : " Le seul moyen pour la Russie de rester un sujet de l'Histoire est de conclure une alliance stratégique à long terme avec les puissances de l'Eurasie qui possèdent un potentiel démographique, économique, culturel et militaire élevé. La réalisation de cette politique eurasiennne devient l'idée-force de la nouvelle Russie. "( A. Douguine , conseiller à la Douma, nov. 2000 ).

Adoptée le 30 juin 2000, cette nouvelle doctrine de politique étrangère défend la vision d'un monde "multipolaire" face à "la domination des Etats-Unis". Privilégiant le renforcement de la présence russe en Asie, les stratèges du Kremlin mettent l'accent sur les relations avec l'Inde et la Chine pour rééquilibrer les rapports de force avec la superpuissance américaine. La Russie n'ayant plus les moyens de rivaliser avec l'arsenal militaire américain, le Kremlin préfère se tourner vers la région asiatique afin de jouer un nouveau rôle dans la seconde décennie de l'après-guerre froide. En quête d'affirmation et en perte d'influence, Moscou parie non seulement sur Pékin et New Delhi, mais aussi sur la Transcaucasie et les Etats d'Asie centrale. Selon la nouvelle doctrine, " la tendance à la mise en place d'un monde unipolaire avec une domination économique et militaire des Etats-Unis se renforce (...) et la Russie cherchera à créer un système multipolaire dans les relations internationales ". A la fois pragmatique et empreinte de realpolitik, la politique étrangère du nouveau président russe vise le maintien de l'équilibre stratégique avec les Etats-Unis. Dans ce contexte, le document d'orientation russe précise que " l'Asie a une importance croissante pour la Russie, en raison de sa situation géographique ".

Plusieurs raisons expliquent le retournement stratégique de la politique étrangère russe. En Europe, le Kremlin voit d'un mauvais œil l'élargissement de l'Alliance atlantique et son renforcement

---

<sup>38</sup> Les N° d'Hérodote : Géopolitique de l'URSS, 1987 N°47 ; Les marches de la Russie 1989 N°54-55 et Cela s'appelait l'URSS 1992 N° 64 ; Le cercle de Samarcande 1998 ; Les pays de la CEI sous le choc de la crise russe CPE N° 439 1999

au lendemain de la crise du Kosovo. L'OTAN est perçue comme une menace persistante sur l'influence russe dans son pré-carré d'Europe de l'Est. Le nouveau concept stratégique de l'OTAN et son rapprochement avec les Etats baltes, aux portes de la Russie, ne plaît guère aux stratèges de Moscou. Sur la question du désarmement, le projet américain d'un système national de défense antimissile (NMD) pour faire des Etats-Unis un sanctuaire a provoqué la colère des Russes. Soutenu par l'administration de G. W. Bush, son existence est considérée par le Kremlin comme une violation du traité russo-américain de défense antimissile ABM de 1972. Face à ce projet militaire américain, V. Poutine a bravé la menace d'une nouvelle course aux armements. Enfin, cette nouvelle doctrine de politique étrangère trouve sa raison d'être dans la nécessité d'être présent au sud de la Russie. Pour Moscou, la Transcaucasie et les Etats d'Asie centrale jouent un rôle géopolitique majeur. Foyer d'instabilité politique mêlant guerre de religions et pétrodollars où s'entrecroisent les intérêts de Washington, de Moscou et des capitales européennes, cette région est un véritable laboratoire de politique étrangère. Face à l'influence croissante des Américains et à la montée en puissance de courants islamistes radicaux, le Kremlin entend renforcer sa présence dans la région à travers de nouvelles coopérations.

Dans ce cadre, la Chine et l'Inde sont donc des partenaires précieux pour l'influence diplomatique russe sur la scène internationale. Les 18 et 19 juillet 2000, le président russe effectue sa première visite diplomatique en Chine depuis son élection au Kremlin. Cette rencontre bilatérale entre V. Poutine et Jiang Zemin a été l'occasion de mettre en œuvre les nouvelles lignes de la diplomatie russe. Moscou et Pékin se sont rapprochés pour dénoncer le projet américain d'un système national de défense antimissile (NMD) et exercer une pression diplomatique sur les Etats-Unis. Les deux pays craignent la violation du traité ABM de 1972 et la relance de la course aux armements. La Russie et la Chine ont également pu renforcer leur coopération dans la région d'Asie centrale pour lutter non seulement contre le terrorisme islamiste mais aussi pour réduire l'influence américaine dans une région considérée comme stratégique pour ses ressources en hydrocarbures. Après le rapprochement diplomatique avec la Chine, Poutine parvient à intensifier les relations de son pays avec l'Inde lors de sa visite le 3 octobre dernier. La dernière venue d'un président russe en Inde remonte à celle de Eltsine en janvier 1993. Dans la droite ligne des orientations de sa nouvelle politique étrangère, le président russe signe avec le Premier Ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, "une déclaration de partenariat stratégique". Au cœur de ce nouveau partenariat : le développement du commerce, de la coopération technique et militaire et le soutien de la Russie à la candidature de New Delhi au Conseil de sécurité des Nations unies. Le volet militaire est aussi l'un des principaux ressorts stratégiques de cette

nouvelle coopération russo-indienne. New Delhi s'est engagé à poursuivre la modernisation de son potentiel militaire par l'achat de matériels et de technologies militaires russes.

Dans le même temps, Moscou entend dépassionner ses relations avec Washington tout en faisant respecter ses points de vue propre au niveau international : N'en déplaise aux démagogues, la défense des intérêts nationaux russes passe par la coopération avec les Etats-Unis, explique l'ex-ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev à ses concitoyens. Au moment où les pourparlers entre les présidents russe et américain, qui se développent avec dynamisme, pourraient ouvrir une nouvelle voie dans les relations entre les deux pays, il est essentiel de savoir ce que nous voulons obtenir des Etats-Unis. Proposer de tels objectifs - à la fois réalistes et vitaux - conférerait à la politique étrangère russe un caractère offensif.

Le premier objectif est de continuer à avoir un dialogue de puissance à puissance, notamment dans le champ des discussions en matière nucléaire ( contre-prolifération, désarmement ) : la réussite de la négociation en ce qui concerne la réduction des armements nucléaires et le développement de système anti-missiles est importante pour le Kremlin afin de garder l'initiative en tant que puissance nucléaire influente. Les discussions portent essentiellement sur une diminution de l'arsenal nucléaire qui permette d'en limiter les coûts et les risques et, surtout, la création d'un système de défense antimissiles couvrant les frontières méridionales et orientales de la Russie et de la CEI. Ce dernier reste un test pour les russes et les américains car, comme vestige du dialogue de la guerre froide, le traité ABM était la pierre angulaire du dialogue pour le désarmement : l'examen de passage entre Washington et le Kremlin se situe au cœur de la polémique sur les boucliers anti-missiles entre Bush et Poutine.

Le deuxième objectif est d'être fer de lance pour la sécurité de l'Europe, et notamment en ce qui concerne l'OTAN : le gouvernement de V. Poutine pense qu'il est temps de renoncer aux vieux principes soviétiques selon lesquels "ce qui est mauvais pour l'OTAN est bon pour la Russie". En définitive, la Russie renonce à une confrontation absurde, perdue d'avance, avec le monde développé, qui renforce notre sentiment d'humiliation et d'isolement. Les vrais intérêts passent par une coopération avec les Etats-Unis et avec l'OTAN.

En effet, comme il a déjà été indiqué à plusieurs reprises au plus haut niveau, l'élargissement de l'OTAN demeure l'obstacle majeur à une coopération élargie, car il va à l'encontre des intérêts nationaux de la Russie. Il ne va pas non plus dans le sens de l'objectif suprême du renforcement de la sécurité et de la stabilité en Europe. L'élargissement de l'OTAN, s'il a lieu, créera une situation

géopolitique fondamentalement nouvelle qui risque d'entraîner une révision totale des politiques de sécurité. Si la Russie reste en dehors du système de sécurité qui émergera sur le continent, la menace d'une nouvelle division de l'Europe deviendra réalité. L'opération en Bosnie prouve qu'aucune structure internationale ne peut faire face isolément aux défis des temps nouveaux. Les relations entre la Russie et l'OTAN doivent reposer sur des intérêts mutuels. Même si elle admet de nouveaux membres, l'OTAN ne remplacera pas le système de sécurité européen, comme l'a bien montré l'opération bosniaque, qui implique les Nations unies et ses représentants, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (notamment pour l'organisation d'élections) et d'autres structures européennes. Entamer l'élargissement de l'OTAN en dépit des objections de Moscou et sans trouver une solution acceptable pour les deux parties ne me semble pas être la meilleure des politiques. L'Occident aurait intérêt à trouver un moyen d'éviter la rupture avec la Russie. L'opération conjointe conduite par la Russie et l'OTAN montre que les deux partis peuvent poursuivre des buts pacifiques par la coopération militaire. Conséquence directe et naturelle du partenariat pour mener à bien une mission commune, les soldats russes et occidentaux travaillant côte à côte en Bosnie apprennent à se comprendre et à se faire confiance mutuellement. Ce n'est ni de la théorie ni de la propagande, mais bien la première réussite tangible dans les relations depuis la Seconde Guerre mondiale. Au moment où les troupes de l'Alliance, de la Russie et d'autres pays non-membres de l'OTAN accomplissent ensemble leurs difficiles missions en Bosnie, la coopération historique entre la Russie et l'OTAN afin de mettre en oeuvre l'accord de paix pour la Bosnie marque le début d'une nouvelle relation. Cette coopération peut et doit devenir une base de partenariat solide au prochain millénaire.

En outre, La Russie a un rôle fondamental à jouer dans l'actuel système de sécurité européen : il est indéniable que la désintégration de la Fédération de Russie constituerait une réelle menace pour notre propre stabilité et il serait insensé de croire que nous pouvons tirer un quelconque avantage des faiblesses de la Russie. Ainsi, le développement des relations OTAN – Russie n'est bien sûr pas seulement le fait des Russes. La fin de la guerre froide a obligé l'Alliance à s'adapter au nouveau paysage sécuritaire en mettant en exergue son rôle politique et en redéfinissant sa fonction militaire. La création du CPEA (Partenariat et coopération euro-atlantiques) mais également le PpP (Partenariat pour la paix) ont jeté les bases d'une nouvelle coopération. Ces initiatives n'avaient pas pour but d'isoler la Russie mais bien de l'inclure dans des activités conjointes. La coopération entre les contingents militaires russes et alliés en Bosnie-Herzégovine puis au sein de la KFOR au Kosovo prouve que la coopération militaire est possible et que les perspectives futures sont favorables. Ces initiatives auront également aidé la Russie et les autres partenaires de l'OTAN à balayer les derniers

vestiges de la guerre froide. L'Alliance a quant à elle montré son potentiel d'adaptation aux exigences du nouveau contexte de l'après-guerre froide en conservant son statut d'organisation de défense collective. Un autre élément majeur dans la transformation de l'OTAN, point fondamental des relations avec la Russie, constitue la signature de l'Acte Fondateur et la création d'un forum de consultations, le Conseil Conjoint Permanent (CCP). Toutes ces démarches auront contribué à réduire le risque de confrontation résurgente.

Les relations OTAN-Russie ne sont envisageables que si les deux parties travaillent côte à côte. Les Russes doivent pour leur part se défaire de leurs ressentiments issus de l'après-guerre froide et de leurs sensibilités nationales excessives s'ils souhaitent collaborer efficacement avec l'OTAN. Les réformes doivent être poursuivies en mettant tout particulièrement l'accent sur la dimension sociale. Un mécontentement populaire persistant pourrait en effet favoriser l'émergence d'un régime autocratique, mettant un terme à toute collaboration avec l'Occident. Les membres de l'Alliance doivent quant à eux avoir une meilleure compréhension des différents rouages du processus de transition en Russie. Les Alliés devront également prouver aux Russes que leurs intentions sont pacifiques et que l'élargissement n'est pas une sorte de cheval de Troie qui aurait trouvé refuge chez d'anciens membres du Pacte de Varsovie.

Même si le choix est évident, le traduire dans une politique sera complexe et délicat. L'appareil d'Etat et l'élite politique portent un lourd héritage - soixante-quatorze ans de politique soviétique - sur les épaules. Pour beaucoup, expliquer que les véritables intérêts de la Russie sont compatibles avec ceux des Etats-Unis représente une concession inacceptable par l'adversaire. Pour eux, chaque pas vers la coopération avec l'Occident signifie une perte d'indépendance et un signe de faiblesse. Aucun compromis avec cette attitude démagogique ne doit être envisagé. Cela exige une volonté politique forte, moins dans les relations avec Washington qu'à l'intérieur même du pays.

## CONCLUSION

Puissance affaiblie ballottée entre la nostalgie du passé et la réalité du présent, la Russie entend retrouver sa voix sur l'échiquier diplomatique. Cette nouvelle politique étrangère impulsée par V. Poutine parviendra-t-elle à enrayer le déclin inexorable de la Russie sur la scène internationale ? J.F. Revel, dans son livre « la fin du siècle des ombres ? », livre recueil d'éditoriaux écrits entre 1987 et 1999, s'exprime en ces termes au sujet de la puissance : « L'influence internationale d'un pays ne se



fonde pas sur d'éventuels rêves d'ancienne « grande puissance » ou de traditionnels mythes fondateurs de « grandeurs » plus ou moins passées, mais plutôt, sur l'intelligence de certaines décisions et l'attitude courageuse dans le cadre de la politique extérieure vis-à-vis de situations particulières au niveau mondial. ». Le pragmatisme de V. Poutine semble s'inscrire en droite ligne de la pensée de J.F. Revel.

L'avènement d'un monde multipolaire appelé des vœux de V. Poutine, aussi bien en tant que visionnaire du monde du XXI<sup>e</sup> siècle qu'en tant que Président ayant abattu toutes ses cartes vis-à-vis de l'Occident, est la grande question géopolitique et géostratégique du « monde autre que les américains ». Peut-être que l'avenir proche nous amènera à conclure que l'Axe Paris-Berlin-Moscou s'impose comme la seule entité géopolitique susceptible d'équilibrer l'unipolarité américaine.

Dénonçant le fait que son pays a " rompu l'unité civilisationnelle " de l'Occident et des deux Europe en appuyant corrélativement les pôles mondiaux du fondamentalisme islamique sunnite et l'irrédentisme panturciste contre la Russie et le Bloc post-byzantin, donc contre l'Europe elle-même, le professeur Samuel Huntington explique que les Etats-Unis, qui se posent en croisés contre les " Etats-voyous ", sont devenus eux-mêmes le " Super Etat-voyou ", la puissance " arrogante " par excellence, contre laquelle les réfractaires et les " insoumis " finiront inéluctablement par se liguer entre eux, à commencer par la Russie. D'où la nécessité de revenir à une politique moins interventionniste et moins " arrogante ", pour paraphraser Condoleezza Rice.

Mais en attendant que " l'empire bienveillant " ne revienne dans les faits à plus de sagesse, ce que ne semble pas augurer l'unilatéralité du projet de bouclier anti-missiles, l'alternative au Nouvel ordre Mondial américain " arrogant ", unipolaire, caractérisé par la Loi - américaine - du Plus Fort, résiderait dans ce que Henri Kissinger, autre illustre patriote américain inquiet des conséquences imprévisibles de la dérive " arrogante " de son pays, nomme une " politique d'équilibres ", la prise en compte du caractère multipolaire du monde de l'après Guerre froide, et une renonciation au néo-impérialisme de Washington, générateur de frustrations identitaires et nationales, d'anti-occidentalisme et, inévitablement, de guerres. Cela dans l'intérêt même, à long terme des Etats-Unis, qui ne pourront pas indéfiniment se permettre de faire croître l'anti-occidentalisme partout dans le monde, haine d'autant plus forte qu'elle est alimentée par le spectacle de division qu'offrent les Européens et les Occidentaux à la face du monde. D'où la proposition historique de V. Poutine de mettre sur pied une grande alliance défensive européo-occidentale face au péril islamiste commun. Même si cela peut paraître paradoxal, l'alliance des Etats-Unis et de l'Europe ne peut réellement être effective que si l'Europe de l'Ouest s'affranchit de la tutelle américaine et se rapproche de la Russie.

Car seule une Europe forte et indépendante peut susciter le respect et faire réellement entendre ses intérêts vitaux à une Amérique dont l'absence de contrepoids n'incite pas vraiment à la sagesse...

\*\*\*

De même que toute pensée stratégique et géopolitique européenne demeurera, sinon improbable, du moins, incomplète, tant que l'atlantisme primera sur la coopération stratégique avec Moscou, de même toute proclamation d'une politique de défense européenne demeurera purement rhétorique tant qu'elle ne sera pas suivie de concrétisation budgétaire et animée par une réelle volonté politique.

Pris en tenailles entre une certaine pensée unique médiatique et l'impératif catégorique de la compétition électorale, qui rangent dans la catégorie des thèmes " non porteurs " tout discours sur la nécessité d'augmenter les budgets militaires, les dirigeants européens sont finalement les premiers responsables de l'état de subordination stratégique de l'Union européenne aux Etats-Unis - où les budgets de défense peuvent être augmentés et où les thèmes de la " politique de puissance " et de l'indépendance sont au contraire porteurs -, et ils sont en fait peu fondés à dénoncer " l'unilatéralité américaine ", notamment concernant le projet de Défense Antimissiles (NMD), alors qu'ils ne se donnent ni les moyens ni la volonté de devenir eux- mêmes indépendants vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Otan, indépendance que leur propose en quelque sorte la nouvelle Russie de Vladimir Poutine mais qu'ils rechignent à étudier sereinement.

On oublie trop souvent, dans cette Europe occidentale mise à genoux et démoralisée à la suite de deux terribles guerres civiles fratricides qui ont discrédité jusqu'au sentiment national et jusqu'à l'idée même de survie civilisationnelle, qu'au commencement de toute politique et donc de toute stratégie, il y a - ou il n'y a pas, comme l'a si bien expliqué le plus grand des dissidents russes, Alexandre Soljénitsyne - lors de son célèbre discours de Harvard de 1978 - une volonté, d'où la pertinence de la déclaration de Pascal Boniface sur " l'impuissance volontaire de l'Europe ".

## Annexe 1

### EXTRAIT DU COMMUNIQUÉ COMMUN DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT PARTICIPANT À LA RÉUNION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD : UNE ALLIANCE POUR LE XXI<sup>ÈME</sup> SIÈCLE

(Washington, 24 avril 1999)

.. / ...

2. L'Alliance de l'Atlantique Nord a été fondée il y a cinquante ans, à une époque troublée et incertaine. Elle a bien résisté à l'épreuve de cinq décennies et a permis aux citoyens des pays alliés de connaître une période de paix, de liberté et de prospérité sans précédent. Ici, à Washington, nous avons rendu hommage aux réalisations du passé et nous avons tracé les contours d'une Alliance nouvelle pour relever les défis de l'avenir. Cette nouvelle Alliance sera plus large, plus performante et plus souple, déterminée à assurer la défense collective, et capable d'entreprendre de nouvelles missions, notamment en contribuant à la prévention efficace des conflits et en s'engageant activement dans la gestion des crises, y compris des opérations de réponse aux crises. Elle travaillera avec d'autres pays et d'autres organisations afin de promouvoir la sécurité, la prospérité et la démocratie dans l'ensemble de la région euro-atlantique. La présence aujourd'hui de trois nouveaux alliés - la République tchèque, la Hongrie et la Pologne - atteste que nous avons surmonté la division de l'Europe.

.. / ...

26. Nous demeurons résolument attachés à notre partenariat avec la Russie dans le cadre de l'Acte fondateur OTAN-Russie. L'OTAN et la Russie ont comme objectif commun le renforcement de la sécurité et de la stabilité dans la région euro-atlantique. Depuis le début de la crise du Kosovo, l'OTAN et la Russie ont adhéré aux objectifs communs de la communauté internationale : mettre fin à la violence, éviter une catastrophe humanitaire et créer les conditions d'une solution politique. Ces objectifs restent valables. La consultation et le dialogue sont encore plus importants en période de crise. L'OTAN et ses pays membres sont déterminés à exploiter les convergences qui existent avec la Russie concernant la réaction de la communauté internationale à la crise du Kosovo et ils demeurent prêts à reprendre les consultations et la coopération dans le cadre de l'Acte fondateur.

27. Des relations étroites entre l'OTAN et la Russie sont d'une grande importance pour la stabilité et la sécurité dans la région euro-atlantique. Depuis la conclusion de l'Acte fondateur, en mai 1997, des progrès sensibles et encourageants ont été faits dans l'intensification des consultations et de la coopération avec la Russie. Le Conseil conjoint permanent OTAN-Russie est devenu un important lieu de rencontre permettant de procéder à des consultations, de favoriser la transparence et le renforcement de la confiance et de promouvoir la coopération. La participation de la Russie à la mise en œuvre de l'Accord de paix pour la Bosnie-Herzégovine a constitué un grand pas vers une nouvelle relation de coopération. Nous avons établi un large dialogue sur des sujets tels que le désarmement et la maîtrise des armements - dont l'adaptation du Traité FCE -, les questions relatives au maintien de la paix et aux armes nucléaires. La stratégie, la politique et les doctrines de défense, les budgets et les programmes de développement des infrastructures, ainsi que la non-prolifération, sont d'autres exemples de cette coopération qui se développe.

28. Nous attachons une grande importance au développement d'un partenariat fort, durable et spécifique entre l'OTAN et l'Ukraine. L'Ukraine a un rôle important à jouer dans le renforcement de la sécurité et de la stabilité dans la région euro-atlantique, et en particulier en Europe centrale et orientale. Nous prenons note avec plaisir des progrès réalisés depuis la signature de la Charte OTAN-Ukraine à Madrid, et nous continuerons de renforcer notre partenariat spécifique. Nous continuons d'apporter notre soutien à la souveraineté et à l'indépendance de l'Ukraine, à son intégrité territoriale, à son évolution démocratique, à sa prospérité économique et à son statut d'État non doté d'armes nucléaires, facteurs clés de la stabilité et de la sécurité en Europe. Nous encourageons l'Ukraine à aller de l'avant dans sa transformation démocratique et économique, y compris sa réforme du secteur de la défense, et nous réaffirmons le soutien de l'OTAN aux efforts qu'elle accomplit en ce sens. Nous saluons les progrès réalisés dans le cadre du Groupe de travail conjoint sur la réforme de la défense. Nous nous félicitons de l'établissement d'un Bureau de liaison de l'OTAN à Kiev, qui soulignera encore la spécificité du partenariat avec l'Ukraine. Nous attendons aussi avec intérêt la première réunion au sommet, aujourd'hui, de la Commission OTAN-Ukraine.

.... / ...

36. Nous appelons le Bélarus, la Russie et l'Ukraine à ratifier sans délai le Traité Ciel ouvert.

... / ...

## Annexe 2

### LES MEDIAS EN RUSSIE SOUS L'ERE POUTINE : une ouverture sur le monde économique et financier et un forum démocratique depuis les années 1990

#### Argoumenty i Fakty

3 260 000 ex., Russie, hebdomadaire. Un tirage carrément monstrueux, pour la seule publication à diffuser en même temps, depuis les débuts de la perestroïka, des informations chiffrées, des articles brefs et plutôt dignes de foi.

#### Delovoï Mir

200 000 ex., Russie, quotidien. "Le Monde des affaires", dont le numéro un est sorti en février 1990, a pour louable objectif de familiariser les hommes d'affaires avec la perestroïka et l'économie de marché.

#### Dien

150 000 ex., Russie, hebdomadaire. Ce "journal de l'opposition spirituelle" fondé par un dissident de la Literatournaïa Gazeta, Alexandre Prokhanov, est le laboratoire des "rouges-bruns". Rempli de pamphlets tsaristes, fascistes ou néostalinien et d'essais sur la spécificité "eurasienne" de la Russie, "le Jour" connaît un franc succès, contrairement aux titres "démocratiques" qui perdent de plus en plus de lecteurs...

#### Golos

Nombre d'ex. suivant les disponibilités en papier, Russie, hebdomadaire. "La Voix" est une jeune parution socio-politique, plutôt sérieuse.

#### Inostranets

60 000 ex., Russie, hebdomadaire. "L'Etranger" a une vocation bien spécifique, celle d'aider les "postsoviétiques" à s'adapter aux nouvelles réalités politiques et sociales issues de la chute du Rideau de fer, et à découvrir le monde occidental. "Pour ceux qui quittent la Russie pour toujours, qui partent en mission, ou qui restent chez eux", telle est sa devise.

#### Itoqui

85 000 ex., Russie, hebdomadaire. "Bilan" est le dernier-né du groupe financier et de presse Most, qui possède déjà entre autres le quotidien "Sevodnia", et la chaîne de télévision NTV. De tendance libérale démocratique, il a commencé à paraître en mai 1996, se voulant le premier newsmagazine de Russie. Une formule mise au point grâce à un partenariat avec l'hebdomadaire américain "Newsweek".

#### Izvestia

432 000 ex., Russie, quotidien. Fondé en mars 1917, le plus célèbre quotidien soviétique fut perestroïkiste dès 1987. Après une grave crise éditoriale et financière qui a saigné la rédaction en 1997, le quotidien démocratique, contrôlé par la compagnie pétrolière Loukoïl, a retrouvé un nouveau souffle.

Au pays du nouveau capitalisme, la presse en ligne n'échappe pas au droit de péage. Ainsi l'édition électronique des "Izvestia" est-elle accessible après le versement d'un crédit-abonnement d'un montant minimum de 100 dollars (environ 600 FF). Chaque consultation est facturée 10 cents (environ 60 centimes) le kilooctet.

#### Kapital

36 000 ex., Russie, hebdomadaire. Depuis 1995, Kapital étudie les questions clés de l'adaptation à l'économie de marché : carrières, marketing, management, marché du travail. Financé par l'éditeur néerlandais Independent Media, il est indépendant des grands banquiers qui contrôlent la presse de Russie.

#### Kommersant - Daily

113 800 ex., Russie, quotidien. En octobre 1998, le quotidien économique libéral "Kommersant Daily", fondé en 1992, est devenu généraliste et a perdu son épithète exotique "Daily". Mais il a gardé son sérieux et reste l'un des meilleurs quotidiens russes.

Comme ses confrères russes, "Kommersant" et ses autres publications accessibles depuis le même site offrent leur contenu contre règlement d'un crédit-abonnement dont le montant varie en fonction des différentes formules proposées. Avant de se lancer dans des procédures d'abonnement – que Kommersant ne semble pas très bien maîtriser –, les internautes pourront consulter gratuitement un condensé des derniers numéros des différentes publications du groupe.

#### Kommersant-Vlast

73 000 ex., Russie, hebdomadaire. C'est sous ce titre que paraît, depuis novembre 1997, la nouvelle formule de l'hebdomadaire indépendant et libéral "Kommersant" (fondé en 1990). Au menu, des enquêtes, des portraits et des réflexions autour des hommes et des institutions qui incarnent la vlast – le pouvoir.

#### Kouranty

150 000 ex., Russie, quotidien. "Le Carillon", organe de la municipalité de Moscou, est, comme on peut s'y attendre,

très libéral et encore plus anticommuniste.

#### **Literatournaïa Gazeta**

260 000 ex., Russie, hebdomadaire. Ex-organe officiel de l'Union des écrivains de l'ex-URSS, culturel et généraliste, qu'on pourrait classer aujourd'hui dans le camp des "réformateurs modérés".

#### **Moskovski Komsomolets**

1 160 000 ex., Russie, quotidien. Un des plus gros tirages du pays, fleuron de la presse populaire, le "journal sociopolitique de la jeunesse" fait parfois dans le sensationnel.

#### **Moskovskie Novosti**

139 000 ex., Russie, hebdomadaire. "Les Nouvelles de Moscou" se sont imposées, dès 1985, comme l'un des fers de lance de la perestroïka. Aujourd'hui, égal à lui-même, cet hebdomadaire entend continuer à jouer son rôle d'observateur objectif de la vie politique.

Rares sont les sites de la presse russe qui méritent de figurer dans le palmarès des meilleurs signets. Celui de "Moskovskie Novosti" fait exception à la règle en offrant une leçon de lisibilité et d'harmonie dans le choix des couleurs. Soucieux d'apporter un véritable service aux internautes, les responsables de l'édition électronique proposent cinq encodages différents, qui permettront à n'importe quel visiteur de se connecter sans difficulté et de lire les articles repris de la version papier.

#### **Nezavissimaïa Gazeta**

46 700 ex., Russie, quotidien. Le "Journal indépendant" voit le jour en décembre 1990. Démocrate sans être libéral, il est devenu une tribune critique au centre gauche de l'échiquier. Ses suppléments hebdomadaires (religieux, littéraire, socio-économique) lui permettent d'approfondir quantité de sujets.

#### **Novaïa Ejednievnaïa Gazeta**

135 000 ex, Russie, quotidien. Fondé en avril 1993, par des "dissidents" de la "Komsomolskaïa Pravda", "le Nouveau Quotidien" compte au nombre des conseillers de sa rédaction Mikhaïl Gorbatchev et Grigori Iavlinski (leader du groupe parlementaire libéral Iabloko). Il est rapidement devenu populaire, notamment grâce à ses suppléments : "Quartier Latin" (étudiants), "Kopek" (business), "Eurêka" (sciences).

#### **Novaïa Gazeta**

250 000 ex., Russie, bihebdomadaire. Fondé en avril 1993 en tant que quotidien, sous le titre Novaïa Ejednievnaïa Gazeta (Le Nouveau Quotidien), par des "dissidents" de la Komsomolskaïa Pravda, il a changé de titre (pour devenir "Le Nouveau Journal") depuis qu'il ne paraît plus que deux fois par semaine. Mais il a conservé son indépendance et son anticonformisme radical.

#### **Novoïe Vremia**

55 000 ex., Russie, quotidien. Signe de bonne santé financière et de dynamisme, le groupe de presse indépendant "Moskovskie Novosti" a lancé à la mi-mai 1998 un quotidien généraliste, "le Temps", porteur des mêmes valeurs démocratiques que le célèbre hebdomadaire moscovite.

#### **Novye Izvestia**

148 000 ex., Russie, quotidien. Fondé par l'ex-rédacteur en chef du quotidien "Izvestia", devenu indésirable aux yeux de l'actionnaire principal (la compagnie pétrolière Lukoil), "les nouvelles Izvestia" paraissent depuis le 1er novembre 1997. Le journal se veut libéral, modéré et populaire.

#### **Novy Vzgliad**

30 000 ex., Russie, hebdomadaire. Journal privé et indépendant, fondé en 1992 par un pionnier de la glasnost. Avec son ton provocateur, sa langue sans complexe, "Nouveau Regard" a surtout gagné les faveurs des jeunes.

#### **Obchtchaïa Gazeta**

266 700 ex., Russie, hebdomadaire. Le "Journal commun" a été fondé le 19 août 1991 pendant le putsch, par Egor Iakovlev, ex-rédacteur en chef de "Moskovskie Novosti", en signe de protestation contre la censure et la fermeture des journaux, et rassemblait les publications interdites. Il a gardé cette appellation historique et s'adresse surtout à un public cultivé.

#### **Outro Rossii**

100 000 ex., Russie, hebdomadaire. "Le Matin de la Russie" était déjà le journal de la bourgeoisie progressiste entre 1907 et 1917. Réapparu en novembre 1993, il se veut le porte-parole des démocrates-libéraux proches du parti d'Egor Gaïdar.

#### **Pravda**

150 000 ex., Russie, quotidien. "La Vérité", créée en 1912 par Lénine, a beaucoup fait mentir son titre. Aujourd'hui financée entre autres par des capitaux grecs, la "Pravda", constamment sous la menace d'une interdiction, reste indispensable pour explorer la galaxie des "rouges-bruns" (néocommunistes et nationaux patriotes).

#### **Rossia**

100 000 ex., Russie, hebdomadaire. L'ancien organe du parlement de la Fédération de Russie est aujourd'hui indépendant. "Russie" se situe dans le camp des conservateurs modérés, avec un ton qui plaît particulièrement dans les

provinces russes.

#### **Rossiiskie Vesti**

150 000 ex., Russie, quotidien. Né au début de 1992, "les Nouvelles de Russie" est l'organe du gouvernement russe. Tendances libérales.

#### **Rousski Telegraf**

30 000 ex., Russie, quotidien. Le "Télégraphe russe" paraît depuis septembre 1997. Les journalistes dissidents du titre économique "Kommersant" ont trouvé le soutien du groupe financier Onexim pour lancer un "quotidien d'affaires".

#### **Sevodnia**

51 600 ex., Russie, quotidien. Lancé fin février 1993, entièrement et solidement financé par des capitaux privés, animé par la crème des transfuges de "Nezavissimaïa Gazeta", "Aujourd'hui" se veut résolument moderne dans le traitement de l'information politique et économique.

#### **Stolitsa**

100 000 ex., Russie, hebdomadaire. "La Capitale", qui se vante d'avoir les couvertures les plus originales de Russie (photomontages et caricatures dignes des années 70), est un magazine sociopolitique très proche des démocrates radicaux.

#### **Troud**

2 000 000 ex. (chiffre officiel), Russie, quotidien. L'ex-organe des tout-puissants syndicats soviétiques s'est totalement transformé avec la glasnost, pour dénoncer les scandales de la corruption et la misère de la condition ouvrière. Il est depuis quelques années un lieu de débat sur les problèmes de société en Russie.

#### **Vek**

80 000 ex., Russie, hebdomadaire. Fondé en juin 1992 par la Ligue des entrepreneurs de Russie, "le Siècle" est le journal des milieux d'affaires moscovites. Ses prévisions et ses analyses politiques et économiques jouissent d'une réputation de sérieux et de compétence.

#### **Vremia MN**

55 000 ex., Russie, quotidien. Signe de bonne santé financière et de dynamisme, le groupe de presse indépendant "Moskovskie Novosti" a lancé à la mi-mai 1998 un quotidien généraliste, "le Temps", porteur des mêmes valeurs démocratiques que le célèbre hebdomadaire moscovite.

**Annexe 3**  
**LA NOUVELLE CARTE ADMINISTRATIVE DE LA RUSSIE**  
**SOUS LA PRESIDENCE POUTINE.**

Commentaires des élites politiques et de la presse russes:

Izvestia 15-05-00, 18-05-00 ; Sevodnia 16-05-00; Vremia Novostei 15-05-00; Kommersant 18-05-00, 19-05-00

( Extrait ) "...La réforme des pouvoirs au sein de la Fédération de Russie, annoncée par la presse ces dernières semaines est entrée dans sa phase concrète. Samedi 13 mai, Vladimir Poutine a divisé, par oukase, la Fédération en sept entités territoriales qui seront dirigées par un représentant du Président directement nommé par le chef de l'Etat. Le journal Izvestia commente: "Le but est de rétablir la verticale du pouvoir en limitant l'autonomie des dirigeants régionaux et en réduisant le nombre de sujets de la Fédération". Le journal Vremia Novostei précise: "L'administration présidentielle a trouvé le moyen de transformer la structure fédérale sans réviser la Constitution du pays. Le Président forme sept entités territoriales qui correspondent aux régions militaires du pays sans pour autant éliminer l'existence des divisions territoriales en régions, républiques, kraï définies par la Constitution".../...

Par ailleurs, l'oukase présidentiel accorde des pouvoirs élargis aux sept représentants du Président. Le journal Vremia Novostei rappelle: "Les représentants du Président ne pouvaient influencer sur la politique des cadres et contrôler les mouvements financiers. Ils étaient le plus souvent à la solde du gouverneur et la fonction perdait tout son sens". Dorénavant, les sept "généraux gouverneurs", selon le terme utilisé par la presse, obtiendront des pouvoirs accrus. Aujourd'hui, les sept représentants du Président contrôleront la politique des cadres des régions qui se trouvent sous leur tutelle ; ils pourront mettre leur veto ou donner leur accord pour les nominations et destitutions au sein des organes exécutifs régionaux; ils seront chargés de contrôler les activités des organes de sécurité et d'élaborer un programme de développement économique et social de leur territoire avec la possibilité de vérifier l'utilisation du patrimoine fédéral et du budget fédéral.../...

.../...V. Poutine annonce que trois projets de loi sont portés à l'étude de la Chambre basse du Parlement. Selon le Président, ces lois sont appelées "à renforcer et cimenter la structure de l'Etat". Le Président propose de transformer le principe de formation du Conseil de la Fédération. Le premier projet de loi prévoit que les gouverneurs des régions et les Présidents des assemblées législatives régionales devront nommer leur représentant au Conseil de la Fédération mais ne pourront plus y siéger eux-mêmes comme cela était le cas jusqu'alors. Le deuxième projet de loi donne au pouvoir central le droit d'écarter de ses fonctions un dirigeant régional et de dissoudre l'assemblée législative si le pouvoir régional viole la législation fédérale. Le journal Kommersant remarque: "Les gouverneurs pourront non seulement être démis de leurs fonctions mais également faire l'objet d'une poursuite judiciaire car en perdant leur statut de membre du Conseil de la Fédération, ils perdent leur immunité parlementaire". Enfin le troisième projet de loi permet aux dirigeants régionaux de démettre de leurs fonctions les responsables locaux.../...

Vladimir Poutine déclare: "Pour la première fois le pays ne connaît pas de désaccords de principe sur cette question fondamentale". En effet, en dépit de toutes les prévisions, les dirigeants régionaux et notamment les Présidents des républiques nationales qui s'étaient battus, à l'époque de Boris Eltsine, pour obtenir le maximum d'autonomie, ne semblent pas protester contre ces réformes. Le président du Tatarstan, Mintimer Chaïmiev, déclare: "La création de sept entités fédérales et la nomination à leur tête de représentants du Président permettra une meilleure application des pouvoirs constitutionnels du chef de l'Etat russe". Youri Loujkov, le maire de Moscou, a déclaré que cette réforme était nécessaire. Seul le président d'Ingouchétie, Rouslan Aouchev, a affirmé que cette réforme "était un retour au XIXe siècle". Le gouverneur de Kemerovo, Aman Touleev, qui soutient également l'action du Président émet cependant une réserve: " Le danger est que ces nouvelles lois permettant de destituer les gouverneurs soient utilisées comme un instrument de pression politique contre les gouverneurs, opposants au pouvoir".../...

La presse, quant à elle, s'interroge: "Bien sûr, une réforme administrative de la Russie était nécessaire - constate le journal Sevodnia. A l'époque de Boris Eltsine, les gouverneurs avaient obtenu tant d'autonomie que cela menaçait l'intégrité du pays. Les fonctionnaires fédéraux dans les régions étaient le plus souvent dépendants du pouvoir régional. Il était indispensable de renforcer la verticale du pouvoir. Mais cela exigeait un processus long et difficile de révision de la Constitution. Il est plus simple pour le pouvoir actuel de diriger une Russie divisée en territoires militaires avec l'aide de sept généraux". Le journal Izvestia déclare: "Le pouvoir se consolide à tous les niveaux et dans toutes les directions, entraîné par la sévérité et la détermination du Kremlin. Où cela nous mènera-t-il, qu'apporteront ces mesures au pays et jusqu'où ira Vladimir Poutine dans sa volonté de "cimenter" la Russie, nous le saurons très rapidement".

Le Président V. Poutine a nommé ses sept représentants, l'appellation de général gouverneur semble correspondre à la réalité: les régions de Russie seront dirigées par 2 personnalités issues des autorités civiles et 5 généraux issus du Service fédéral de sécurité (FSB), de l'armée et des forces de l'intérieur.../...

Région centrale Chef lieu: Moscou	Général Gueorgui Poltavtchenko Entré au KGB en 1979, à partir 1980, il dirige la section du KGB de Saint-Petersbourg. EN 1992, il est responsable de la police fiscale de cette ville. Il était, jusqu'à cette nouvelle nomination, le représentant du Président dans la région de Leningrad. Le journal "ISVESTIA" note qu'il s'agit "... d'un ami personnel et protégé de V. Poutine..."
Région Nord-Ouest Chef lieu: Saint-petersbourg	Général Victor Tcherkessov Diplômé de la faculté juridique à l'université de Saint-Petersbourg ( tout comme V. poutine ), il entre en 1975 au KGB où il dirige à Leningrad la 50 section du KGB chargée de la lutte contre les dissidents. Entre 1992 et 1998, il dirige la section du FSB à Saint-Petersbourg et sa région. Il était dernièrement directeur adjoint du FSB. Le journal "KOMMERSANT" note:"...V. Tcherkessov est considéré comme l'un des proches de V. poutien..."
Région du Nord caucase Chef lieu: Rostov sur le Don	Général Victor Kazantsev Militaire de carrière, il a servi au cours des deux guerres en Tchétchénie, depuis 1997, il est à la tête de la région militaire du Nord Caucase. Jusqu'en avril dernier, il était le commandant des troupes armées au Caucase Nord. Le journal "IZVESTIA" remarque que les deux généraux de l'armée qui obtiennent le poste de "général gouverneur" ont construit leur carrière au cours des deux opérations en Tchétchénie.
Région de la Volga Chef lieu: Nijni Novgorod	Sergueï Kirienko Entre 1993 et 1996, S. Kirienko est le PDG de la banque GARANTIA. En 1997, il entre au gouvernement où il occupe le poste d'adjoint puis de premier adjoint du ministre de l'Energie. il devient ensuite ministre de l'Energie. Entre avril et août 1998, il occupe le poste de premier ministre. Il est, à l'heure actuelle, député de la Douma et responsable de la fraction "Souz Pravykh Sil" ( Union des forces de droite ). Le journal "KOMMERSANT" souligne:"...le président donne ainsi la possibilité au leader de "Souz Pravykh" de réaliser son programme économique dans le cadre défini d'une région !..."
Région de l'Oural Chef lieu: Ekatarinbourg	Général Pietr Latychev Diplômé de l'académie du ministère de l'Intérieur, il fait toute sa carrière dans les forces de l'Intérieur. il était jusqu'à sa nouvelle nomination premier adjoint du ministre de l'Intérieur. il y a quelques mois, il était chargé de l'enquête sur la corruption au sein de l'administration municipale de Saint-Petersbourg. Le journal "KOMMERSANT" remarque qu'il sera à présent chargé de contrôler le "grenier à devises": la région de l'Oural regroupe les principaux lieux d'extraction du gaz et du pétrole.
Région de Sibérie Chef lieu: Novossibirsk	Leonid Dratchevskii Diplômé de l'institut moscovite de chimie, il réalise une partie de sa carrière dans le milieu sportif. Il est plusieurs fois champion du monde d'aviron. Il travaille pendant la période soviétique au Comité d'Etat des sports. Puis à partir de 1992, il est envoyé comme Consul à



	<p>Barcelone, puis en Pologne. Depuis 1999, il est ministre des Affaires de la CEI. Selon le journal "IZVESTIA": "...il s'agit de la nomination la plus mystérieuse de la liste.." et le journal "KOMMERSANT" qualifie cette nomination d'"incompréhensible".</p>
<p>Région d'Extrême-Orient</p> <p>Chef lieu: Khabarovsk</p>	<p>Général Constanttin Poulikovski</p> <p>Militaire de carrière, il était commandant des forces armées dans le Nord du Caucase en juillet/août 1996 lorsque les combattants tchéchènes ont repris le contrôle de la ville. Le général Poulikovski avait alors lancé un ultimatum de 48 heures aux Tchétchènes dont le compte à rebours avait été stoppé par le général Lebed et l'accord de Kassaviourt. l'année dernière, le général a mené la campagne du parti Edinstvo dans la région de Krasnodar, puis a dirigé la campagne en faveur de V. Poutine dans la région.</p>

#### Annexe 4

### CARTE DU PETROLE ET DU GAZ DANS L'ESPACE CASPIEN: LA RUSSIE FOURNISSEUR ENERGETIQUE DE L'EUROPE ?

### Existing and Potential Oil and Gas Export Routes From the Caspian Basin



## Annexe 5

### Entretien avec M. Gaïdar, le célèbre économiste russe ( 26 avril 2001 à Paris )

Cette rencontre a attiré l'attention particulière des hommes d'affaires français et anglais. Organisée par PlanEcon, la société anglaise spécialisée dans l'analyse économique des pays de la CEI est réputée pour ses services, et a encore une fois confirmé son savoir-faire. Parmi ses clients figurent de nombreuses multinationales, banques et institutions gouvernementales qui font appel aux consultants de PlanEcon capables d'établir des plans stratégiques en court, moyen et long termes.

Il faut dire que le sujet a été spécialement passionnant: "Situation en Russie, risque et avenir".

Accueillie dans les confortables bureaux de la Salle de conférences Paris-Étoile, les participants ont pu assister aux analyses, débats et table ronde pendant une journée entière.

D'autant plus que pour approfondir le sujet, les organisateurs ont invité Yegor Gaïdar en personne, le célèbre économiste russe, ex-Ministre de l'économie, Directeur de l'Institut de l'Économie en période de transition, membre du Parlement (Douma).

En fait, la rencontre a eu le sens d'un certain bi-pôle, d'un côté, l'analyse plus tôt pessimiste des experts anglais et de l'autre côté, l'analyse plus optimiste, d'Egor Gaïdar.

Ben Slay dans son étude, accompagné par des schémas et trafics, a souligné 7 facteurs de risque, repartis par contraintes de court, moyen et long termes:

#### Court terme

“...Situation dans la Industrie Énergétique (les tarifs de gaz et d'électricité au dessous du marché maintiennent le taux d'inflation): la situation dans le Primorsky krai est un exemple.

#### Faiblesse du rouble

La dette de la Russie vis-a-vis de la communauté internationale: 9 milliards de US\$ en 2000 peut être le double en 2003, et encore plus dans le cas d'une baisse du prix du pétrole. ...”

#### Moyen terme

"...La prochaine crise des banques russes", d'après Ben Slay, la question ne se pose pas "Si, mais quand"

Ralentissement du commerce extérieure...”

#### Long terme

“...Chute démographique (la population a diminué de 2% durant la période 1992-2000): l'espérance de vie ne dépasse pas 60 ans pour les hommes, et le développement des épidémies...

l'État des infrastructures en Russie (pas ou peu de réparations depuis 1990, presque pas de renouvellement, par exemple le réseau de RAU EES (équivalent EDF) demande 30-60 milliards de US\$ pour des travaux urgents): signe de faiblesse évidente >> l'explosion du sous-marin Kursk et l'incendie de la Tour Ostankino à Moscou...”

Et le pire est a venir, dit Ben Slay: "Les infrastructures ne dépasseront le seuil de 2003...". Egor Gaïdar dans son analyse a souligné les difficultés économiques de la période de transition (le taux d'inflation augmente de 13 à 20%), et a souligné la nécessité de mettre en place des réforme fiscales et bancaire. Il met en garde le gouvernement contre le cumul des dettes et des crédits extérieurs. "La nécessité de sortir l'industrie russe de la crise et d'augmenter la production nationale est primordiale pour la Russie d'aujourd'hui!"- conclut -t-il.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1: LES OUVRAGES EN FRANCAIS

LESAGE M. (ed), Les institutions de la Russie, Doc. d'études La Doc. Française n°1.02 1998

MAUREL M.-C. , Territoire et stratégie soviétique Economica 1983

MENDRAS M. (réed), Russie, le gouvernement des provinces CRES, Genève 1997

RADVANYI J. , La nouvelle Russie, A.-Colin, 2001

La Russie face à ses régions PPS N°742, décembre 1994, Doc. Française et pour les rép. non russes

URSS, régions et nations Masson 1990

RADVANYI J. (réed), De l'URSS à la CEI, 12 Etats en quête d'identité, Ellipses, 1997

BERELOWITCH A. et RADVANYI J. : Les 100 portes de la Russie, Ed de l'atelier, 1999

Les N° d'Hérodote : Géopolitique de l'URSS, 1987 N°47 ; Les marches de la Russie 1989 N°54-55 et

Cela s'appelait l'URSS 1992 N° 64 ; Le cercle de Samarcande 1998 ; Les pays de la CEI sous le choc

de la crise russe CPE N° 439 1999

Multiple Russie : profil socio-économique des 21 républiques de la Fédération, CPE N° 393 1994

BRUNET Roger, Atlas de la Russie et des pays proche,s La Documentation

française 1995 ; Europes Orientales, Russie-Asie centrale (vol 10 de la Géographie universelle) Belin

RECLUS 1996

RADVANYI J. et REY V.(éd.) Régions et pouvoirs régionaux en Europe de l'Est et en URSS,

Masson 1989

ROUX M. (ed) Nations, Etat et territoire en Europe de l'est et en URSS, L'Harmattan 1992

SELLIER A. et J. Atlas des peuples d'Europe centrale et Atlas des peuples d'Orient, La Découverte

1991- 1993

Les N° spéciaux d'Autrement : Les Sibériens 1994 N° 78 ; Asie Centrale 1992, N°64.

BERELOWITCH et WIEVORKA M., Les Russes d'en bas, Seuil 1996

CARRERE d'ENCAUSSE H., L'Empire éclaté, Flammarion 1978 et La gloire des Nations Fayard

1990

CONTE F., Les grandes dates de la Russie et de l'URSS, Larousse 1990

LARAN M. & VAN REGEMORTER J.L., La Russie et l'ex-URSS de 1914 à nos jours A. Colin

1996

LARUELLE M., L'idéologie eurasiste russe, L'Harmattan 1999

LAVIGNE M., Capitalismes à l'est, Economica 1994

LEWIN M., La formation du système soviétique, Gallimard 1987 et Russia-USSR-Russia, 1995

MANDRILLON M-H., La conquête du pouvoir local en Russie, PPS N°683, juin 1992, Doc. Française

Nouveaux Mondes 1998 n° 8 : Caucase ; 1999 n°9 Les confins de l'OTAN

ROPERT A., La misère et la gloire, histoire culturelle du monde russe A. Colin 1992

SAPIR J. , Feu le système soviétique ? La découverte 1992 .

SOKOLOFFG. , La puissance pauvre, Fayard, réédition 1996

SOLJENITSINE A., Comment réaménager notre Russie ? Fayard 1990

VIGNON et LOSER, P.G.,Futurs de la Russie: acteurs et facteurs déterminants, PUF,Apogée, Cahiers de la prospectives – 1998.

FACON I. et BOYER Y. , La politique de sécurité de la Russie, Ellipses – 2000.

BUER J.L., La Russie, idées reçues, Histoire & Collection – sept 2001.

PIANELLI, Dominique. Le commerce extérieur des pays de la CEI. Ruptures et continuités. Courrier des pays de l'Est. Mars 1999, n°438, p. 3-20

RADVANY, Jean. La nouvelle Russie. Géographie économique, régions et nations, géopolitique. Paris : Masson / Armand Colin. 1998.

BRUNET, Roger, ECKERT, Denis, KOSSOLOV, Vladimir. Atlas de la Russie et des pays proches. Paris : Documentation française, 1995.

ROMER, Jean-Christophe. Géopolitique de la Russie. Paris : Economica, 1999.

BESANCON, Alain. "La Russie est-elle européenne?". (et la réponse de Martin Malia) Commentaire. Automne 1999. p. 603-618

IBOS-HERVE, Caroline. Les diplomates russes et la politique étrangère. Cahiers du CERI, octobre 1997, n°32.

Nouveaux Mondes , Hiver 1997, n°7. Numéro spécial sur le gouvernement des provinces

BERELOWITCH, Alexis. Société russe : l'avenir à reculons. Politique internationale, printemps 1997. p. 87-103

CHESNAIS, Jean-Claude. " Russie : l'horreur démographique " Politique internationale. Automne 2000, p. 211-224

SAPIR, Jacques. Le krach russe. Paris : La Découverte, 1998, 140 p.

ZLOTOWSKI, Yves. L'anti-modèle russe. Politique internationale. Printemps 1999, n°83, p. 297-312

PAGE, Jean-Pierre Peut-on aider la Russie ? Une économie entre déconstruction et renouveau. Etudes du CERI Mars 2000 n°64

ROY, Olivier. La nouvelle Asie centrale, ou la fabrication des nations. Paris : Seuil. 1997. 330 p.

## 2: LES OUVRAGES EN ANGLAIS

BONNELL, Victoria (ed.), BRESLAUER, George (ed.). *Russia in the New Century. Stability and Disorder* ? Boulder : Westview Press, 2001.

SMITH, Graham. *The Post-Soviet States. Mapping the Politics of Transition*. Londres: Arnold, 1999  
271 p.

SAKWA, Richard, WEBBER, Mark. "The Commonwealth of Independent States, 1991-1998: Stagnation and Survival". *Europe-Asia Studies*. Mai 1999, vol. 51, n°3, p. 379-415

SUNY, Ronald Provisional Stabilities. *The Politics of Identities in Post-Soviet Eurasia International Security*. Hiver 1999/2000, vol. 24 n°3, p. 139-178

RUTLAND, Peter. *Business Lobbies in Contemporary Russia*. *The International Spectator*, janvier-mars 1997, vol. 32, n°1, p. 23-37

SCHRÖDER, Hans-Henning. *Elstin and the Oligarchs : The Rôle of Financial Groups in Russian Politics between 1993 and July 1998*. *Europe-Asian Studies*. 1999. Vol. 51, n°6, p. 957-988

KNIGHT, Amy. *Is the KGB Still in Power?* *The Washington Quarterly*, Hiver 1997. Vol. 20, n°1. p. 59-74.

MALCOLM, Neil, PRAVDA, Alex. *Democratization and Russian foreign policy*. *International Affairs*, 1996, vol. 72, n°3, p. 537-552 (résumé un livre collectif paru la même année)

Deux ouvrages collectifs de qualité, sur les relations de la Russie avec le Japon : ROZMAN, Gilbert (ed.). *Japan and Russia. The Tortuous Path to Normalization, 1949-1999*. New York : St Martin's Press, 2000 ; et avec la Chine : GARNETT, Sherman (ed.). *Rapprochement or Rivalry ? Russia - China Relations in a Changing Asia*. Washington : Carnegie Endowment for International Peace, 2000.

Les trois chapitres sur la Russie de LIEVEN, Anatol. *Empire*. Londres : John Murray, 2000.

BARKER, Adele Marie (ed.). *Consuming Russia. Popular Culture, Sex and Society since Gorbachev*. Durham: Duke University Press, 1999.

WHITE, Stephen. *Russia's New Politics. The Management of a Postcommunist Society*. Cambridge : Cambridge University Press, 1999.

WHITE, Stephen, (ed.), PRAVDA, Alex,(ed.), GITELMAN, Zvi (ed.). *Developments in Russian Politics*. 4. Londres : MacMillan, 1997.

MEDVEDEV, Sergei. *Power, Space, and Foreign Policy*. In : HOPF, Ted (ed.). *Understandings of Russian Foreign Policy*. Pennsylvania State University Press, 1999.

RIEBER, Alfred, J.. *Persistent Factors in Russian Foreign Policy*. In : RIGHSDALE, Hugh (ed.). *Imperial Russia's Foreign policy*. Cambridge : Cambridge University Press, 1993. p. 315-359

BREMMER, Ian (ed.), TARAS, Ray (ed.). *New States, New Politics: Building the Post-Soviet Nations*. Cambridge: Cambridge University Press, 1997.

COLLECTIF. Nation-building in the Post-Soviet Borderlands. The Politics of National Identities. Cambridge: Cambridge University Press, 1998.

TISHKOV, Valery. Ethnicity, Nationalism, and Conflict in and after the Soviet Union. The Mind Aflame. Londres: Verso, 1997. XV.

DUNLOP, John. Russia Confronts Chechnya. Cambridge: Cambridge university Press, 1998. 234 p. est plus classique que LIEVEN, Anatol. Chechnya. Tombstone of Russian Power. New Haven: Yale University Press, 1998, dont la 3ème partie est une réflexion sur la crise russe en général (on peut aussi utiliser, plus court :, son "Weakness of Russian Nationalism". Survival. Eté 1999. Vol. 41, n°2, p. 53-70)

BENNIGSEN, Marie ; Chechnia : political developments and strategic implications for the North Caucasus. Central Asian Survey. 1999 vol. 18 n°4, p. 535-574

PILKINGTON, Hilary. Migration, Displacement and Identity in Post-Soviet Russia. Londres: Routledge, 1998.

MOTE, Victor. Siberia. Worlds Apart. Boulder: Westview Press, 1998, 237 p.

KAMINSKI, Bartolomiej (ed.). Economic transition in Russia and the New States of Eurasia. Armonk : M.E. Sharpe, 1996. XVIII-430 p.

BLASI, Joseph, KROUMOVA, Maya, KRUSE, Douglas. Kremlin Capitalism. The Privatization of the Russian Economy. Cornell University Press, 1997, 249 p.

GUSTAFSON, Thane. Capitalism Russian-style. Cambridge : Cambridge University Press, 1999.

ASLUND, Anders. "Russia's Collapse". Foreign Affairs. Septembre-Octobre 1999. Vol. 78 n°5, p. 64-77

MARTIN Gilbert, Atlas of russian history ,Oxford Univ. 1993

JENSEN R.G., T. Shabad &al. Soviet Natural resources in the world economy, Univ. Of Chicago Press 1983

ECKSTEIN, Harry (ed.) et alli (ed.). Can Democracy Take Root in Post-Soviet Russia? Explorations in State-Society Relations. Lanham: Rowman & Littlefield, 1998.

LANE, David, ROSS, Cameron. The Transition from Communism to Capitalism. Ruling Elites from Gorbachev to Yeltsin. Basingstoke: MacMillan, 1999, 259 p.

DAWISHA, Karen (ed.), PARROTT, Bruce (ed.). Conflict, cleavage, and change in Central Asia and the Caucasus. Cambridge : Cambridge University Press, 1997. XV-423 p.

BERTSCH, Gary (ed. ) & alii. Crossroads and Conflict. Security and Foreign Policy in the Caucasus and Central Asia Londres : Routledge, 2000

GADDY, Clifford, ICKES, Barry. Russia's Virtual Economy. Foreign Affairs. septembre-octobre 1998, vol. 77, n°5, p. 53-67. On trouve une intéressante discussion sur cette hypothèse dans Post-Soviet Geography and Economics. 1999, vol. 40, n°2, p. 79-113

" La Russie de Poutine "Le Courrier des Pays de l'Est. Avril 2000, n°2004

« Le nom de M. Poutine apparaît en marge des affaires de blanchiment au Liechtenstein », Agathe Duparc, Le monde 25/05/2000

« Poutine nomme ses hommes de main » , Véronique Soulé, Libération 20/05/2000

Grigori Iavlinski, dirigeant du parti russe démocrate Iabloko : "M. Poutine va renforcer le système de nomenklatura criminelle" , François Bonnet, Le Monde 01/04/2000

« Pour les anciens dissidents, M. Poutine n'est pas un inconnu » , François Bonnet, Le Monde 30/03/2000

« Le cercle des compagnons de l'ombre » , Véronique Soulé, Libération 28/03/2000

« Poutine, maître du Net » , Courrier International 24/02/2000

« Un journal moscovite accuse Poutine d'être impliqué dans une affaire de détournement d'argent » , TF1 News 24/03/2000

« La Russie en quête de "new deal" » , Jean Radvanyi, Le Monde Diplomatique 03/2000

« Cinq ans en Allemagne sans (presque) laisser de traces » , Lorraine Millot, Libération 25/03/2000

"Un retour massif des libéraux au pouvoir est inévitable" , Anatoli Tchoubaïs/Evguenia Albats, Courrier International 27/01/2000

#### 4: LES ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

"The Spy Who Came In From The Crowd", Time Magazine 31/03/2000

"Thomas R. Pickering, Under US Secretary of State for Political Affairs, Address at Meridian House/Smithsonian Seminar "Russia: Sleeping Superpower?" 28/03/2000

"The Bomb That Didn't Go Off: What Happened ?", Newsweek International 27/03/2000

"Who is Putin ?", CNN 27/03/2000

"Pondering President Putin's First 100 Days", By Jonas Bernstein, Special to The Moscow Times 24/03/2000

« Putin Dodges Scandals », Stratfor 03/2000

« Putin, in a Rare Interview, Says He'll Use Ex-K.G.B. Aides to Root Out Graft », Michael R Gordon, The New York Times 24/03/2000

« President Vladimir Putin: A Challenge for U.S. National Security », by Melvin Goodman, IntellectualCapital.com 23/03/2000

« Putin Is Russia's Front-Runner, but His Plans Are a Mystery », By Michael Wines, The New York Times 22/03/2000



« Putin's Future Russia May Resemble the Soviet Past », By David Hoffman, Washington Post Foreign Service 21/03/2000

« U.S. Seen Helping Putin's Presidential Campaign »; Documents, Ex-Investigators, Link Putin to St. Petersburg Corruption », Russia Reform Monitor, American Foreign Policy Council 17/03/2000

« Putin's Economy (II) », Bary Wood, Voice of America/FAS 17/03/2000

« Putin's Economy (I) », Bary Wood, Voice of America/FAS 16/03/2000

« Top Putin Critic Killed in Mysterious Plane Crash », Russia Reform Monitor, American Foreign Policy Council 15/03/2000

« Putin Book Details His KGB Past - President Confirms Duties Included Spying on NATO », By David Hoffman, Washington Post Foreign Service 14/03/2000

« Putin Tells Why He Became a Spy », By Celestine Bohlen, The New York Times 11/03/2000

« Putin's Plutocrat Problem », By Lee S. Wolosky, Foreign Affairs 03/2000

« The Fatal Flaws of Perestroika », Stratfor 03/2000

« Who is Vladimir Putin ? », By Jill Dougherty, CNN Moscow Bureau Chief 03/2000

« Vladimir Putin "Albatrosses" », Mikhail Margelov, Head of the Russian Information Centre, FAS 08/02/2000

« Transcript: Albright Briefing Following Talks with Putin in Moscow », US Department of State/FAS 02/02/2000

« Putin's Career Rooted in Russia's KGB », By David Hoffman, Washington Post Foreign Service 30/01/2000

« Who is Putin ? », Andre de Nesnera, Voice of America/FAS 28/01/2000

« U.S. Officials Pore Over Putin's Resume », By Jane Perlez, The New York Times 17/01/2000

« What Awaits Russia and the EU in the 21st Century ? », Alexander Rahr, German Society for Foreign Affairs, in Center for Strategic & International Studies 06/01/2000

« Who is Vladimir Putin ? », US Center for Security Policy 05/01/2000

« President Vladimir Putin ? » , by Keith Bush, Center for Strategic & International Studies, Expert

« What Putin's Rule Portends for Russia », By Michael Wines, The New York Times 02/01/2000

« Vladimir Putin: The Face of Russia To Come 10 October 1999 », Stratfor 02/01/2000

« On Top, Still a Mystery: New President for Russia », By Michael Wines, The New York Times 01/01/2000

« Finally, Yeltsin Quits, Putin Formally Takes Power », Stratfor 01/01/2000

« Can Vladimir Putin Save Russia ? » , By Henry Plater-Zyberk, Conflict Studies Research Centre, Sandhurst UK 01/2000

« The Transfer of Power in Russia 1999-2000 », By Dr M A Smith, Conflict Studies Research Centre, Sandhurst UK 01/2000

« Portrait of Putin's Past », By J. Michael Waller, American Foreign Policy Council, in Perspective, Institute for the Study of Conflict, Ideology and Policy 01/2000

« Putin Profile », By Peter Heinlen, Voice of America/FAS 31/12/1999

« Who Really Won in Russia ? », Thomas Graham, The New York Times/CEIP 21/12/1999

« Russia in the Next Millennium », John C. Gannon Chairman, US National Intelligence Council, DFI International & Henry L Stimson Group 09/12/1999.

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	Page 1
<b><u>PARTIE 1</u> : LES REALITES ET LES CONTRADICTIONS D'UN EMPIRE : OBSTACLES ET BLOCAGES A UN RENOUVELLEMENT DES FONDEMENTS DE LA POLITIQUE EXTERIEURE.</b>	Page 3
<b><u>1.1: La crise identitaire : l'Orient ou l'Occident ?</u></b>	
1.1.1: La Russie, un pays européen ?	Page 5
1.1.2: Les relations entre la Russie et l'Asie.	Page 7
1.1.3: L'impact sur la politique extérieure : quelle orientation ?	Page 9
<b><u>1.2: La crise structurelle : le traumatisme de la perte de l' « Empire ».</u></b>	
1.2.1: La crise du Fédéralisme russe : la Russie part en morceaux ?	Page 12
1.2.2: l'échec de la CEI.	Page 14
1.2.3: L'impact sur la politique extérieure : quelle reconstruction ?	Page 16
<b><u>1.3: La crise du pouvoir : la perte de l'influence internationale.</u></b>	
1.3.1: L'Occident et la crainte d'un nouvel autoritarisme.	Page 18
1.3.2: La nostalgie du rapport stratégique avec les Etats-Unis.	Page 21
1.3.3 :L'impact sur la politique extérieure : quelle normalisation ?	Page 23
<b><u>PARTIE 2</u> : LA RUSSIE MODERNE DE V. POUTINE : L'EMERGENCE D'UNE PUISSANCE REGIONALE A DIMENSION GLOBALE.</b>	Page 25
<b><u>2.1: Dépasser les blocages : la conquête de la crédibilité par V. Poutine.</u></b>	
2.1.1: Rassurer la population russe : le « despotisme éclairé » de V. Poutine.	Page 27
2.1.2: Faire adhérer les élites russes: ne pas abandonner l'ambition internationale.	Page 29
2.1.3: Convaincre les Occidentaux : le virage vers l'Occident.	Page 32
<b><u>2.2: Une puissance européenne : vers la normalisation.</u></b>	
2.2.1:De la géopolitique à la géoéconomie, le sens d'un réajustement.	Page 35
2.2.2:L'expression d'un besoin réciproque.	Page 38
2.2.2: Le rapprochement avec l'UE : vers la normalisation.	Page 41

2.3: Une puissance régionale à dimension globale.

2.3.1: Une politique résolument de puissance. Page 43

2.3.2: La dimension régionale : préserver les zones d'influences traditionnelles. Page 46

2.3.3: La dimension globale : se tourner vers l'Asie et dépassionner les relations avec Washington. Page 51

CONCLUSION Page 56

ANNEXES
---------

Annexe 1 : EXTRAIT DU COMMUNIQUE COMMUN DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT PARTICIPANT A LA REUNION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD: UNE ALLIANCE POUR LE XXIème SIECLE(Washington, 24 avril 1999).

Annexe 2: LES MEDIAS EN RUSSIE SOUS L'ERE POUTINE : une ouverture sur le monde économique et financier et un forum démocratique depuis les années 1990

Annexe 3: LA NOUVELLE CARTE ADMINISTRATIVE DE LA RUSSIE SOUS LA PRESIDENCE POUTINE.

Annexe 4: CARTE DU PETROLE ET DU GAZ DANS L'ESPACE CASPIEN: LA RUSSIE FOURNISSEUR ENERGETIQUE DE L'EUROPE ?

Annexe 5: Entretien avec M. Gaïdar, le célèbre économiste russe ( 26 avril 2001 à Paris )